



EN DANGER

[LES EXPÉRIENCES QUOTIDIENNES DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES]

DANS LA VILLE

LA SITUATION DES
FILLES DANS LE MONDE

2 0 1 8

EN DANGER DANS LA VILLE

Un rapport d'étude sur
la sécurité des filles
dans cinq villes

RAPPORTS « LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE »

Plan International a publié son premier rapport « La situation des filles dans le monde » en 2007. Le rapport de 2018 sur les villes est le premier d'une nouvelle série dans le cadre de laquelle, chaque année, seront examinés les comportements, les attitudes et les convictions qui limitent la liberté des filles et leurs opportunités dans des environnements ou des secteurs spécifiques.

MADRID CAPITALE DE L'ESPAGNE

3,3 millions d'habitants¹

En 2017, le nombre de signalements de crimes sexuels a augmenté de 7,8 % par rapport à 2016.²

DELHI CAPITALE DE L'INDE

18,6 millions d'habitants⁵

C'est en Inde que le taux de criminalité à l'égard des femmes est le plus élevé : 160,4 pour 100 000 femmes, contre une moyenne nationale de 55,2⁶

KAMPALA CAPITALE L'UGANDA

1,5 million d'habitants⁷

En Ouganda, 22 % des femmes de 15 à 49 ans ont subi une forme de violence sexuelle

Chaque année, plus d'un million de femmes à l'échelle nationale sont exposées à des violences sexuelles.⁸

SYDNEY AUSTRALIE

5 millions d'habitants⁹

Entre mars 2017 et mars 2018, même si la majorité des incidents criminels majeurs survenus dans l'État australien de Nouvelle-Galles-du-Sud a diminué, les taux d'agressions sexuelles et d'autres crimes sexuels ont augmenté.¹⁰

LIMA CAPITALE DU PÉROU

10 millions d'habitants³

En 2017, plus de 1 200 cas de violence sexuelle ont été signalés à Lima, dont 70 % des victimes étaient des filles de moins de 18 ans.⁴

TABLE DES MATIÈRES

4

Préambule

Par Anne-Birgitte Albrechtsen, directrice générale de Plan International

6

Première partie –

Introduction : En danger dans la ville

La population urbaine n'a jamais été aussi importante. Pour les jeunes femmes, les villes sont des lieux qui leur offrent des opportunités, mais qui présentent également de nombreuses difficultés en matière d'égalité de genre.

8

Méthodologie :

Une application mobile révèle les expériences des filles et des jeunes femmes

10

Saisir le moment :

Appropriation de l'environnement urbain pour les filles et les jeunes femmes

12

Deuxième partie – Résultats de l'étude de « Free to be » (Libre d'exister)

Les principales recherches basées sur des milliers d'expériences individuelles vécues dans l'ensemble des cinq villes, et de rapports à ce sujet, indiquent que les filles et les jeunes femmes font face à des actes persistants de harcèlement sexuel et d'abus.

21

Une expérience commune :

Ce qui arrive aux filles dans chacune de ces villes

22

« Cette fois, j'ai riposté » :

Une expérience personnelle de Kampala

24

Troisième partie – Conclusion et recommandations

Nous demandons des mesures spécifiques pour relever trois défis :

27

Le changement des comportements des hommes et des garçons

28

La participation des filles aux prises de décisions

29

La mise en application des lois et des politiques liées au harcèlement et aux abus

30

Renforcement de la sécurité dans les villes : des pratiques et des programmes prometteurs



PRÉAMBULE

« Pour nous, il n'y a rien de nouveau [dans cette recherche]. Le résultat le plus important n'est pas pour nous, mais pour que le monde puisse voir à quel point nous ne nous sentons pas en sécurité. On nous harcèle, on nous touche, on nous fait tout subir. Enfin, on écrit à ce sujet. »

JEUNE FEMME DE 21 ANS, LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, MADRID.

L'objectif de notre nouveau rapport, intitulé *En danger dans la ville*, est de mettre en avant les actes persistants de harcèlement et d'abus qui font partie intégrante du quotidien de tant de jeunes femmes et de filles dans les rues de nos villes. En danger dans la ville est le premier rapport d'une nouvelle série qui fait partie du recueil de rapports « La situation des filles dans le monde » de Plan International. Il fait état de la hausse préoccupante des actes d'intimidation et de l'insécurité qui empêchent les filles de réaliser leur plein potentiel dans nos espaces urbains.

Dans chacune des cinq villes où nous avons mené notre enquête (Delhi, Kampala, Lima, Madrid et Sydney), nous entendons les mêmes propos : les jeunes femmes ont peur pour leur sécurité physique et sont exaspérées de voir que ces actes de harcèlement et d'intimidation ne soient pas pris au sérieux. Comme l'a écrit une jeune femme de Delhi, il est inconcevable qu'elle ait été attaquée et que « **personne ne se soit arrêté pour l'aider** ». Le harcèlement ne devrait pas être la « norme » dans la vie des filles et des jeunes femmes. Ce n'est pas un jeu innocent. Il s'agit d'un acte effrayant, désarmant et totalement inacceptable.

Alors qu'un nombre croissant de personnes s'installent et naissent dans des villes, nous observons une hausse alarmante de la discrimination de genre, de la violence sexuelle, du harcèlement, de l'insécurité et de l'exploitation. Si l'on ne s'attaque pas à ces problèmes, il sera extrêmement difficile de parvenir à atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) lié à l'égalité de genre – l'ODD 5.

Toutes les filles ont le droit de se sentir en sécurité dans leur ville. Comment pouvons-nous transformer le quotidien des filles et des femmes ? Nous tous, en tant qu'individus, familles, communautés et municipalités, comment pouvons-nous faire en sorte que les grandes zones urbaines où tant d'entre nous vivons soient

conviviales, sûres et égalitaires ? Eh bien, plutôt que de rejeter la faute sur les éclairages de rue, voire sur les filles elles-mêmes en demandant « Pourquoi est-ce qu'elle était seule dans le noir ? » au lieu de demander « Pourquoi est-ce qu'il était seul dans le noir ? », commençons par remettre en cause les normes, les attitudes, les convictions, les systèmes et les structures qui empêchent les filles d'accéder à l'égalité.

Il est temps de dénoncer les comportements masculins sexistes, de remettre en question l'acceptation des attouchements et des sifflements comme la « norme » ou le fait de qualifier ces actes « d'innocents ». Si nous souhaitons réellement instaurer la parité hommes-femmes dans nos environnements urbains, il s'agirait pour commencer de changer la culture de la conception et de la planification urbaine, de s'assurer que les services de transport adoptent des approches sensibles au genre afin de répondre aux besoins des jeunes femmes qui les utilisent, de renforcer la parité hommes-femmes au sein des organes décisionnaires, et de proposer des formations sensibles au genre aux employés clés afin qu'ils cessent de banaliser les préoccupations des filles.

Les villes devraient être des lieux riches en opportunités, où les jeunes femmes peuvent vivre et travailler en toute sécurité. Pour y parvenir, nous devons consulter les filles et les jeunes femmes et les aider à promouvoir les changements auxquels elles aspirent au niveau local.

J'espère que cette étude et d'autres pourront encourager les dirigeants et les urbanistes à travailler en collaboration avec les filles et les jeunes femmes afin de pouvoir enfin faire de nos remarquables villes des lieux où elles peuvent s'épanouir.

ANNE-BIRGITTE ALBRECHTSEN,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE PLAN INTERNATIONAL



PREMIÈRE PARTIE INTRODUCTION

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, davantage de personnes vivent dans des villes que dans des zones rurales. Aujourd'hui, 54 % de la population mondiale habite dans des villes et, d'ici à 2050, ce taux passera à 66 %¹¹. Il y aura environ 1 milliard de filles de moins de 18 ans en 2025, dont plusieurs millions feront partie des 5 milliards de personnes qui vivront dans des villes d'ici à 2030¹². Malgré les opportunités économiques que les zones urbaines peuvent offrir, cet exode des campagnes et des villages vers les villes présente plusieurs défis : la pauvreté, la surpopulation, des emplois temporaires, des logements inappropriés et des transports publics inefficaces, le tout créant un environnement dans lequel les plus vulnérables¹³, y compris les jeunes, les femmes et les filles, sont pénalisés.

L'expérience que vit une personne dans une ville dépend non seulement de son genre mais également d'autres facteurs, notamment de son âge, de son appartenance ethnique, de sa religion, de son statut marital, de son orientation sexuelle et son handicap éventuel.¹⁴

Les filles qui grandissent dans des villes doivent en affronter les contradictions. Bien qu'elles aient plus de chances d'être instruites et qu'il y ait moins de risques qu'elles se marient à un jeune âge, et donc qu'elles aient davantage de possibilités en matière de participation à la vie politique que les filles qui grandissent dans des zones rurales¹⁵, ces avantages ont un coût. Comme l'indique l'étude menée dans le cadre de ce rapport, la vie dans les villes implique également un niveau alarmant d'actes de harcèlement sexuel, d'exploitation et d'insécurité. La discrimination de genre et les attitudes sexistes, qui sont répandues partout, exacerbent les effets des infrastructures inadéquates, des maigres salaires et du sous-emploi qui caractérisent tant de villes. Et les filles et les jeunes femmes sont des cibles faciles.

« Lorsqu'on est une femme, on ne peut pas s'asseoir tranquillement dans un lieu public pour lire ou se reposer : au bout de 10 minutes, différents types de raclures vous abordent, et même certains essayent de vous toucher. La dernière fois, c'était un mendiant qui est toujours dans le quartier, qui m'a dit mot pour mot de lui faire une branlette. C'est écoeurant. » JEUNE FEMME DE 26 ANS, MADRID



L'impact de ce type de harcèlement peut être énorme et il constitue clairement un obstacle à l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD) 5, qui porte sur l'égalité de genre, dont les cibles prévoient notamment :

- Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ;
- Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation ;
- Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

Tout au long de notre étude, les filles et les jeunes femmes, dont les opinions sont rarement entendues, et encore moins demandées, nous ont affirmé haut et fort que leur expérience de « la vie publique » et toutes les possibilités qui s'offrent à elles en matière de « participation effective » ou d'accès à des « fonctions de direction » sont limitées par les craintes qu'elles ressentent. Dans les rues d'une ville, l'égalité de genre est vouée à l'échec.

« Je viens de quitter Sydney après y avoir vécu et étudié pendant cinq ans. J'adore cette ville et en même temps je la hais, en tant que femme, d'autant que je suis asiatique et que j'ai quelques rondeurs. Je ne m'y suis jamais sentie en sécurité. Je subis le harcèlement sexuel (sifflements, injures, regards pervers) presque partout où je vais. Quoi que je porte, même des vêtements hideux, ça ne s'arrête jamais. »

JEUNE FEMME DE 28 ANS, SYDNEY

FREE TO BE

« Les hommes nous insultent et nous poussent en public, et je me sens vraiment en danger à cause de ça. La police doit intervenir. » FILLE DE 16 ANS, KAMPALA

Pour Plan International, qui a accordé une place centrale aux droits et aux besoins des adolescentes dans sa stratégie mondiale, une première étape dans le cadre de son action a consisté à commanditer une étude visant à examiner les expériences concrètes des filles et des jeunes femmes lorsqu'elles se déplacent dans leur ville : dans quelle mesure se sentent-elles en sécurité, et comment, où et quand la crainte d'actes de violence et de harcèlement pourrait-elle entraver leurs activités quotidiennes ? Lorsque les filles sont restreintes et intimidées, quelles sont les implications à long terme pour leur avenir ?

L'étude a été menée par le biais de **Free to Be** – un outil d'enquête sociale cartographique qui a été élaboré, avec l'aide de filles et de jeunes femmes, afin de leur permettre d'identifier, sans crainte de récrimination, les quartiers dans leur ville où elles se sentent en sécurité ou en danger. Le projet d'étude a été déployé à Delhi, Kampala, Lima, Madrid et Sydney¹⁶ sur une période de six semaines, en avril et mai 2018. Des ateliers de réflexion ont été organisés par la suite dans chaque ville en juin et juillet, afin de tester et d'analyser les principaux résultats de l'étude.

« Mais j'ai réfléchi, et je ne veux pas non plus d'une ville parfaite ; tout ce que je veux, c'est que les hommes ne se permettent plus de faire des commentaires sur moi et de me dire certaines choses. Je ne demande pas grand-chose. Je ne demande pas qu'il y ait des oiseaux ou l'odeur du pain dans la rue. Tout ce que je veux, c'est qu'ils nous traitent normalement, comme des êtres humains, et c'est tout. » JEUNE FEMME DE 18 ANS, LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, MADRID

À de nombreux égards, les réponses des filles et des jeunes femmes dans le cadre du projet **Free to Be** ont été bouleversantes. La façon dont elles utilisent cette plateforme montre clairement qu'elles veulent se faire entendre, qu'elles aspirent activement à un changement et qu'elles veulent participer à sa mise en œuvre. Nombre d'entre elles ont déjà pris des risques en dénonçant et en signalant les actes de harcèlement qu'elles ont subis. L'étude s'est également focalisée sur les espaces sûrs dans les villes en vue de déterminer les améliorations qui, selon les filles elles-mêmes, devraient être apportées dans la vie urbaine. Comment les filles et les jeunes femmes peuvent-elles saisir, sur un même pied d'égalité aux côtés des garçons et des jeunes hommes, les nombreuses opportunités qu'une ville a à offrir ?

MÉTHODOLOGIE

L'outil d'enquête sociale cartographique en ligne « Free to Be » a été testé pour la première fois par Plan International Australie à Melbourne à la fin de l'année 2016. Les résultats ont souligné l'existence d'inégalités latentes dans la ville qui ont suscité une prise de conscience et attiré l'attention d'un grand nombre de personnes. En conséquence, Plan International a commandité une autre étude qui, cette fois, couvrait cinq villes, impliquant la même méthodologie et faisant intervenir les mêmes partenaires : **Crowdspot**, une société numérique spécialisée dans la collecte de données cartographiques, et le **XYX Lab** de l'Université Monash de Melbourne. La cartographie numérique – et l'anonymat qu'elle offre – a été choisie en tant qu'outil de recherche dans l'espoir qu'elle attire un éventail diversifié de participants aux expériences et opinions variées : ciblant des jeunes, des filles et des femmes que d'autres systèmes pourraient ignorer. Les cartes numériques conçues pour le projet couvrant les cinq villes ont été publiées en avril 2018, et les villes comprises dans l'étude représentent une gamme étendue de groupes démographiques, de cultures, d'histoires et de régions. Les jeunes femmes et les filles ont été encouragées à utiliser la carte en ligne de leur ville, en plaçant une épingle violette « positive » sur les quartiers de la ville qu'elles aiment et une épingle orange « négative » sur les lieux précis où elles se sentent en danger ou mal à l'aise. Elles ont ensuite été invitées à fournir un commentaire sur les raisons pour lesquelles elles aimaient ou non cette partie de la ville. Certaines

participantes ont signalé des incidents spécifiques et d'autres ont exprimé des impressions générales. Il leur a également été demandé d'indiquer comment elles avaient réagi et ce qui s'était passé ensuite, et d'identifier le type de discrimination qu'elles avaient ressentie pour justifier la raison pour laquelle elles avaient défini un lieu comme négatif : par exemple, leur sexe, leur âge, leur appartenance ethnique ou (à Delhi) leur caste. Toutes les réponses étaient anonymes*.

Les méthodes de recrutement des participantes des cinq villes ont été considérablement différentes. Des campagnes sur les réseaux sociaux ont fait la promotion du projet dans chaque ville, suivies de rapports d'actualités des médias, y compris à la télévision et à la radio. À Delhi et à Kampala, peu de participantes ont répondu à l'appel. Pour collecter des données auprès des personnes, dont l'accès aux technologies numériques et à l'Internet pourrait être limité, les bureaux de Plan International en Inde et en Ouganda ont recruté un grand nombre de jeunes femmes et de filles dans la rue en les invitant à participer en utilisant des appareils portables. Dans une moindre mesure, des recruteuses dans les rues ont également été utilisées à Lima et Madrid.

Cette analyse, qui a été menée par le XYX Lab de l'Université Monash, place l'accent sur les femmes, les filles et les personnes transsexuelles, les personnes non binaires et les participant(e)s d'un autre genre, jusqu'à 30 ans. Les données recueillies auprès d'hommes et de femmes plus âgées ainsi que

« Toutes les filles ont le droit de se sentir en sécurité dans leur ville. « Free to Be » contient les éléments factuels dont ont besoin les dirigeants et les urbanistes pour les encourager à travailler en collaboration avec les filles et les jeunes femmes, avec pour objectif d'instaurer un changement dans nos villes ».

ANNE-BIRGITTE ALBRECHTSEN,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE PLAN INTERNATIONAL

d'autres contributions identifiées comme étant offensantes ou fausses ont été supprimées de l'analyse.

Free to Be, de même que toute autre enquête sociale cartographique en ligne, est un excellent outil qui permet de rassembler des expériences et des impressions très diverses sur une ville de personnes dont les voix sont rarement prises en compte. L'énorme volume de réponses donne du poids et de la crédibilité aux expériences qui sont relatées et permet à l'étude de tirer des conclusions valables fondées sur les propos d'un grand nombre de filles et de femmes qui vivent dans les cinq villes.

Toutefois, il ne s'agit pas d'un échantillon aléatoire, à savoir que tous les pourcentages produits sont indicatifs et qu'ils ne sont pas représentatifs des réflexions et des expériences de toutes les jeunes femmes et filles dans une ville : il serait erroné d'affirmer que « x % des jeunes femmes dans une ville ont subi y ». Toutes les déclarations mentionnant des données statistiques issues de ce rapport et de chacun des rapports sur les villes doivent être interprétées à l'aune de ces éléments..

LIMITATIONS DE L'ÉTUDE

● L'anonymat est l'un des avantages de Crowd-mapping. Cela permet aux femmes et aux filles qui ont subi ou craignent des actes de harcèlement sexuel de divulguer le lieu et le contexte de leur expérience selon leurs propres termes, sans être soumises à la pression ou à l'embarras d'un rapport officiel. Cette ouverture présente toutefois des inconvénients : les trolls ne sont pas rares et n'importe qui pourrait saisir des fausses données. C'est principalement à Madrid que des trolls ont été le plus présents, et plus de la moitié des épingles ont été considérées comme non valables ou « fausses » et exclues par l'équipe de recherche : les épingles exclues comprenaient celles qui étaient jugées comme insensées

ou arbitrairement offensantes, ou les épingles dont la position était erronée.

● Dans le projet **Free to Be**, les différences dans les méthodes de recrutement, mentionnées ci-dessus, ont également eu des incidences sur les réponses reçues. Le recrutement direct, notamment à Delhi et Kampala, représente une méthode de contribution collective moins courante et, bien que ce type de recrutement ait permis de réduire l'activité des trolls, il est possible qu'il ait compromis l'anonymat et affecté la volonté des jeunes femmes à faire preuve de franchise. En outre, dans un petit nombre de cas, on soupçonne que les recruteuses ont répondu à l'enquête pour le compte des participantes, en résumant leurs commentaires, ce qui réduit les capacités des chercheurs à prendre en compte les voix de ces participantes. Toutefois, l'analyse indique que cela n'a eu lieu que dans un nombre limité de cas, que des contrôles d'assurance qualité des données ont été menés, et que, par conséquent, les tendances ou constantes globales n'en seraient pas affectées.

Du fait de ces facteurs variables, une utilisation optimale de l'outil Crowd-mapping consiste à le combiner avec d'autres méthodes d'engagement, par exemple en testant les résultats bruts de la carte dans le cadre de groupes de discussion et d'ateliers. Ces essais ont été réalisés lors d'ateliers de réflexion de suivi avec la participation de filles et de jeunes femmes, dans les cinq villes.

Quelles que soient ses limites, il est indubitable que l'étude révèle des informations majeures. Des milliers de filles et de jeunes femmes dans les cinq villes ont relaté leurs expériences et, malgré les différences en matière de culture, de contexte et de lieu, ce sont leurs points communs qui sont les plus significatifs.

NOMBRE D'ÉPINGLES REÇUES PAR VILLE

LIMA
2 037
ÉPINGLES
VALABLES

Campagne médiatique en ligne et hors ligne, une part du recrutement effectué directement par Plan International

MADRID
951
ÉPINGLES
VALABLES

Campagne médiatique étendue en ligne et hors ligne, une part du recrutement effectué directement dans la rue

KAMPALA
1 253
ÉPINGLES
VALABLES

Recrutement direct principalement effectué par des jeunes militants de Plan International

DELHI
14 876
ÉPINGLES
VALABLES

Recrutement direct principalement effectué par le personnel de Plan International et par une agence indépendante

SYDNEY
2 083
ÉPINGLES
VALABLES

Recrutement effectué dans le cadre de campagnes traditionnelles et sur les réseaux sociaux

* Plan International prend très au sérieux son obligation de protéger tous les enfants et tous les jeunes. Compte tenu de la méthode anonyme de collecte de données auprès des participantes par le biais d'une plateforme numérique, il n'a pas été possible de mener un suivi direct auprès des victimes de violences, mais toutes les participantes qui ont placé une épingle sur la carte Free to Be ont reçu des informations sur les services locaux d'assistance ainsi que leurs coordonnées.

ARTICLE SPÉCIFIQUE

SAISIR LE MOMENT

Appropriation de l’environnement urbain pour les filles et les jeunes femmes



par **Ellie Cosgrave**
directrice du City Leadership Lab à l'University
College de Londres

Pour moi, l'étude « Free to Be » de Plan International est révélatrice : d'une part, sur le plan professionnel, car je travaille dans la conception et l'ingénierie urbaine et, d'autre part, sur le plan personnel, en tant que jeune femme vivant dans une ville.

J'ai grandi à Londres, et j'ai appris très tôt à être vigilante dans les espaces publics. À 12 ans, mes amies et moi avions clairement conscience de notre condition de filles dans une ville et des risques que nous encourions. Que ce soit le choc d'être tripotée pour la première fois, la honte de se faire suivre après être « sortie beaucoup trop tard pour des filles si jeunes », l'embarras du regard d'inconnus sur sa poitrine naissante ou la découverte de ce que signifie la « drague motorisée » quand mes amies me disaient d'accélérer le pas et de prétendre n'avoir rien remarqué : une multitude de menaces constantes disent aux jeunes filles que la ville n'est pas un lieu où elles ont leur place. De même que la plupart des jeunes femmes du monde entier, j'ai été abandonnée par un système qui n'accorde pas la priorité à nos besoins ou qui ne les comprend pas pleinement. Nous savons déjà que ces menaces découlent d'un problème social. Nous savons également que, dans de nombreuses villes, il est peu probable que des passants interviennent s'ils voient une femme, voire une jeune fille, se faire harceler, et que le système de police est tel que les actes de violence à l'égard des filles et des femmes sont rarement signalés et restent impunis. Mais je pense que ce problème repose également sur les infrastructures physiques dans la ville et la manière dont elles sont conçues. Ce sont les rues sombres ainsi que les trains et les

bus bondés qui favorisent l'indifférence face aux agressions ; les toilettes publiques ne sont ni sûres ni adéquates et les transports publics ne prévoient aucun espace pour les landaus ou les poussettes. J'ai passé de nombreuses années à examiner comment nos villes pourraient être conçues afin de répondre aux besoins des femmes, ainsi qu'à ceux des hommes et, par extension, à ceux d'une diversité de personnes. L'étude « Free to Be » de Plan International est importante, car elle révèle les principales tensions qui existent entre la ville, en tant que lieu offrant à la fois des opportunités et un moyen de libération aux filles et aux femmes, et les différents risques auxquels elle les expose : des risques de violence et de harcèlement, qui sont particulièrement néfastes pour les adolescentes lorsqu'elles commencent à voler de leurs propres ailes dans la ville. L'étude indique que les obstacles à surmonter pour assurer la sécurité dans les villes sont énormes et dépassent les domaines de la conception et des infrastructures. Toutefois, ces obstacles ne sont absolument pas insurmontables : nous sommes à un tournant de l'histoire où ces préoccupations, notamment la lutte contre la violence à l'égard des filles et des femmes, commencent à être prises au sérieux par les gouvernements et les organisations aux niveaux local, national et international. Il est possible de s'attaquer aux difficultés auxquelles les filles et les femmes sont confrontées dans les villes, en améliorant la prise en compte de leurs voix et de leurs idées et en intégrant davantage de disciplines à l'aménagement urbain. Nous savons implicitement que l'expérience que vit une personne dans

Les femmes et les filles doivent participer à la planification de la ville plutôt que d'en être des témoins passifs¹⁷.

une ville dépend du genre auquel elle appartient, de son âge, de son origine, de sa classe sociale, de sa sexualité, de ses aptitudes physiques et d'un grand nombre d'autres catégories liées à son identité. Par exemple, une jeune femme célibataire mère d'un bébé pourrait avoir des besoins totalement différents en matière de transports publics qu'un employé citadin qui travaille huit heures par jour. Historiquement, peu de mesures ont été prises pour comprendre la diversité des besoins en systèmes de transport dans les villes, et la plupart des infrastructures urbaines sont standardisées : les urbanistes n'envisagent qu'un seul type d'utilisateur et réalisent la conception en conséquence. Pour mieux comprendre cet état de fait, nous devons étendre notre appréciation du niveau de sécurité des filles et des femmes au-delà de la violence sexuelle, pour tenir compte de leur capacité à se déplacer librement dans la ville. Alors seulement il sera possible d'assurer une répartition équitable des ressources et des possibilités (ainsi que des droits et des libertés associés) inhérentes aux villes.

SE DÉPLACER DANS LA VILLE

La planification des transports illustre clairement la sexospécificité intrinsèque des infrastructures physiques d'une ville. La plupart des systèmes de transport urbain visent à optimiser les flux de passagers qui se rendent dans la ville le matin et qui en repartent le soir. C'est ce que l'on observe dans la conception de la plupart des métros urbains dont les trajectoires sont radiales plutôt qu'orbitales. Dans ce domaine, nous constatons qu'il est implicitement présumé que le système devrait être conçu pour les personnes qui accèdent au marché du travail diurne rémunéré. En conséquence, ceux et celles qui occupent des emplois nocturnes et/ou des emplois informels, qui vont à l'école ou à l'université, ou qui

assument des responsabilités familiales (qui impliqueraient donc un grand nombre de trajets locaux avec plusieurs arrêts dans des transports bondés) passent, au mieux, au second plan dans la pratique de conception de la plupart des villes.

Bien entendu, même si nous avons été en mesure de prévoir des trajectoires de transports publics plus inclusives, la mobilité des femmes et des filles à l'échelle mondiale demeure limitée en raison de l'absence de dispositifs de sécurité fondamentaux. À Londres, Amy Lamé, la première « Night Czar » de la ville, répond à ce défi avec la Women's Night Safety Charter¹⁸ (Charte de sécurité des femmes la nuit). La charte, élaborée sous forme d'engagement en sept points, est la première en son genre à couvrir l'ensemble de la capitale et propose des directives à l'intention des lieux de sortie, des exploitants, des organisations caritatives, des conseils municipaux et des entreprises afin d'améliorer la sécurité des femmes pendant la nuit. Parmi les mesures potentielles prévues dans la charte figurent la dispense de formations pour le personnel de salle, des affiches visant à décourager les actes de harcèlement et à encourager le signalement des incidents, ainsi qu'un engagement à garantir que les femmes sortent des lieux de sortie en toute sécurité. La Night Czar promeut également la conduite d'audits de genre sur les transports publics la nuit.

À l'échelle mondiale, l'initiative d'ONU Femmes « Des villes plus sûres » encourage l'adoption d'approches locales innovantes et durables visant à prévenir le harcèlement sexuel et d'autres formes de violence infligées aux femmes et aux filles dans les lieux publics, et à y répondre. À ce jour, l'initiative a soutenu divers projets, dont l'adoption d'audits de sécurité des femmes au Caire pour orienter la planification urbaine et l'engagement de plus de 100 jeunes agents du changement pour mener des activités transformatrices dans les écoles, en vue de promouvoir des relations respectueuses entre les garçons et les filles, l'égalité de genre et la sécurité dans les lieux publics¹⁹.

De même, une étude menée à Vienne a indiqué un déclin rapide de l'utilisation des parcs publics par les filles de plus de neuf ans, alors que le nombre de garçons restait inchangé. La conception des parcs a été revue afin de créer des espaces spécifiques au sport et divisés en petites sections où les différents groupes ne rivaliseraient pas pour accéder à l'espace. A la suite de ce simple changement, les filles sont revenues dans les zones où l'équilibre hommes-femmes a été rétabli²⁰.

UNE ABONDANCE DE POSSIBILITÉS

Alors que la révolution numérique s'implante, les possibilités en matière de harcèlement et de traque se multiplient. C'est ce que nous avons observé dans le cadre du développement de l'application (désormais fermée) Girls Around Me (Les filles autour de moi) qui collectait des données sur les réseaux sociaux, y compris des informations de géolocalisation et des photos, sans le consentement explicite des femmes et des filles impliquées, ce qui permettait aux hommes de les suivre et de leur faire des avances. Il s'agit là d'un exemple clair d'activités de traque et de harcèlement dans une ville connectée, rendues possibles par un secteur technologique où les hommes prédominent. Toutefois, ces mêmes technologies permettent également aux femmes et aux filles de se faire entendre et d'être prises au sérieux pour la première fois. Par exemple, le mouvement #BalanceTonPorc, qui a été lancé en ligne, a uni les voix des femmes à l'échelle mondiale et a contribué à créer une dynamique autour de la lutte contre la violence sexuelle. Lorsque nous transposons ce mouvement dans l'environnement urbain et dans des initiatives telles que l'outil cartographique Free to Be, nous donnons aux filles et aux femmes des moyens nouveaux et efficaces de se faire entendre afin qu'elles puissent utiliser ces données et instaurer un changement véritable dans la conception de l'environnement bâti.

Bien qu'il existe une multitude d'obstacles à la réalisation de la parité hommes-femmes dans l'environnement urbain, de nombreux progrès peuvent être accomplis, à court et à long terme. Nous pourrions commencer par changer la culture dans le secteur de l'aménagement urbain en renforçant la parité hommes-femmes au sein des

organes décisionnels²¹ et en proposant des formations sensibles au genre aux membres clés du personnel²². Nous devons également collecter davantage d'éléments factuels, notamment par la conduite d'audits de sécurité, en écoutant les expériences des femmes et des filles dans les villes et en collectant des données désagrégées afin de mener une analyse approfondie par sexe et par âge des investissements dans les infrastructures urbaines²³.

Enfin, nous devons fournir les outils appropriés, à la fois en élaborant des normes qui peuvent aider les ingénieurs à comprendre les besoins en infrastructures en faveur de villes plus inclusives et en tenant compte des voix des filles et des femmes dans le processus de conception.

À de nombreux égards, la ville représente une occasion formidable pour les filles et les femmes de s'émanciper. L'étendue des opportunités qui attirent chaque semaine des millions de personnes²⁴ dans les villes offre la possibilité de leur fournir une éducation et des formations, une liberté financière et un réseau solide de liens sociaux. Cependant, si les principales exigences en matière de sécurité et d'accessibilité sont ignorées lors du processus de conception, nous risquons de perpétuer la violence à l'égard des femmes et des filles et de limiter leurs opportunités. Lorsque les filles et les femmes sont exclues des lieux publics, elles le sont également des opportunités que la ville peut offrir. Et c'est peut-être d'autant plus vrai pendant l'adolescence – une période d'exploration et d'indépendance croissante –, mais quel que soit leur âge, les filles et les femmes doivent se faire entendre, se sentir en sécurité et, par-dessus tout, être libres d'exister. ●●●

L'étude d'Ellie Cosgrave se focalise sur les contributions que la conception et l'ingénierie urbaines peuvent apporter pour rendre les villes plus inclusives. Elle est co-fondatrice et directrice de ScienceGirl, une organisation qui soutient les femmes dans les secteurs des sciences et de l'ingénierie, et préside le projet « My Body Back » (Réappropriation de mon corps) qui dispense des services de santé aux femmes victimes de violences sexuelles.

Dans aucune des villes, les jeunes femmes n'ont indiqué vivre sans avoir peur.

DEUXIÈME PARTIE

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE FREE TO BE

Chacune des villes participant au projet est unique, avec sa langue, sa culture et sa géographie spécifiques. Pourtant, dans chacune de ces villes, et dans le monde entier, les filles et les femmes se heurtent à des difficultés pour pouvoir utiliser les lieux publics que les garçons et les hommes tiennent pour acquis. L'attention non désirée et le harcèlement ainsi que la crainte d'agressions et d'abus lorsqu'elles se déplacent seules, une fois la nuit tombée et même en plein jour, changent les expériences que vivent les filles et les femmes dans la ville et, dans de nombreux cas, ces expériences sont très restrictives.

« Un homme dégoûtant m'a dit des obscénités, il m'a suivie jusqu'au portail de l'université. Le pire, c'est que plusieurs heures après, je suis sortie dans la rue, et il m'attendait toujours, assis sur un banc. Il ne m'inspirait rien de bon et, encore maintenant, j'ai vraiment peur. »

JEUNE FEMME DE 19 ANS, MADRID

Selon une étude, 80 % des lieux publics dans les villes sont utilisés par des hommes, et les filles se sentent dix fois moins en sécurité dans ces lieux que les hommes²⁵.

Dans les cinq villes, sur les 21 2000 épingles qui ont été placées, le nombre d'épingles « négatives », c'est-à-dire celles qui indiquent les lieux où les filles et les jeunes femmes ne se sentent pas en sécurité ou pas à l'aise, dépassait largement le nombre d'épingles « positives ». De même, sur les 9 292 commentaires formulés, ceux qui étaient négatifs étaient plus nombreux que les

commentaires positifs. Dans aucune des villes, les jeunes femmes n'ont indiqué vivre sans avoir peur.

En dehors de Sydney, où la majorité des participantes occupaient un emploi, la plupart des filles et des jeunes femmes participant au projet Free to Be ont indiqué qu'elles étaient étudiantes. Sur l'ensemble des cinq villes, l'âge moyen des participantes était de 21 ans. Ce sont les jeunes femmes, de 16 à 20 ans – une période de leur vie où elles pourraient espérer jouir d'une nouvelle indépendance – qui ont publié la plus grande proportion d'épingles négatives.

QU'ARRIVE-T-IL AUX FILLES ET AUX JEUNES FEMMES, ET POURQUOI ?

« Un bien trop grand nombre d'hommes dans le monde ont grandi dans des foyers où leur mère était battue par leur père. Au cours de leur enfance, ils ont été les témoins de comportements violents envers les femmes, qui étaient considérés comme la norme, faisant partie de leur mode de vie. »

MICHAEL KAUFMAN²⁶

Comme l'indique l'étude, on observe dans les rues de nos villes des actes persistants de harcèlement sexuel et d'abus, et la réponse à la question de savoir **pourquoi** ce phénomène existe est très simple : il découle d'une misogynie chronique et de ce qu'une jeune femme à Sydney a qualifié de « masculinité toxique ».

Dans toutes les villes, sauf à Kampala, le harcèlement sexuel – verbal et physique – était de loin le principal facteur qui motivait la perception négative des filles et des femmes concernant certains lieux. À Lima et Madrid, respectivement 84 % et 85 % des commentaires accompagnant des épingles négatives faisaient état d'actes de harcèlement sexuel, depuis des sifflements et des tentatives d'intimidation jusqu'à des agressions.

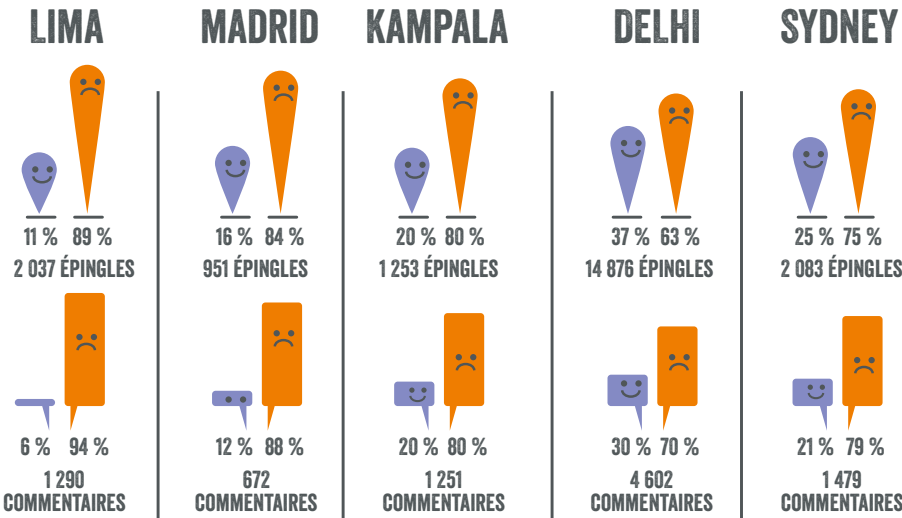


FIGURE 1 : NOMBRE TOTAL D'ÉPINGLES ET DE COMMENTAIRES VALABLES, À LA FOIS POSITIFS ET NÉGATIFS.

84 %
LIMA

85 %
MADRID

Pourcentage de commentaires émis par les participantes faisant état d'actes de harcèlement sexuel dans des lieux publics

« J'ai subi du harcèlement sexuel dans la rue. Un homme m'a touchée devant une patrouille de police, et celle-ci n'a pas réagi alors que j'appelais à l'aide. » JEUNE FEMME DE 23 ANS, LIMA

À Kampala, les participantes ne se sentaient pas en sécurité par crainte de vols ou parce qu'elles en avaient subi, souvent accompagnés d'une agression. La moitié de ces participantes estimaient que c'était principalement le manque de policiers et de sécurité, plutôt que les abus ciblant spécifiquement les filles et les jeunes femmes, qui les amenait à penser qu'un lieu était dangereux. Cela dit, en tant que femmes jeunes, elles se sentaient particulièrement vulnérables.

« Des toxicomanes s'attaquent aux gens qui prennent ce raccourci. Le lieu est rempli de gens qui végètent et n'ont rien à faire. La police devrait toujours patrouiller dans ce lieu, soit pour arrêter des toxicomanes soit pour les éloigner ». FILLE DE 19 ANS, KAMPALA

À Delhi, Lima, Madrid et Sydney, la majorité des participantes se sentent toutefois effectivement ciblées simplement parce qu'elles sont jeunes et de sexe féminin : à Delhi, 78 % des épingles négatives identifiaient la discrimination sexiste comme le principal facteur en jeu. À Sydney, un effet conjugué appartenance ethnique-genre a également été évoqué comme un risque accru pour les jeunes femmes :

« Un groupe de garçons adolescents à vélo et à scooter m'a suivie. Ils se relayaient pour me dépasser en me frappant. Ils faisaient des commentaires racistes et sexistes. » JEUNE FEMME DE 21 ANS, SYDNEY

Partout, les auteurs d'actes de harcèlement étaient majoritairement de sexe masculin. De plus, plusieurs des commentaires ont mentionné des hommes ou des garçons agissant en groupes ou en gangs et, dans un certain nombre de cas, sous l'influence de l'alcool ou de drogues. À Sydney, la consommation d'alcool ou de drogues était un facteur dans près d'un quart des épingles négatives, à Madrid, cette proportion était de 22 % et à Lima de 16 %.

« Il y a toujours des hommes saouls dans un groupe qui ennui les femmes qui passent. C'est très désagréable, car ils sont nombreux et c'est impossible de les ignorer. » JEUNE FEMME DE 25 ANS, LIMA

« C'EST SIMPLEMENT ÉCŒURANT »

Parmi les actes de violence signalés se démarquaient le viol et les abus sexuels physiques, qui sont illégaux dans la plupart des pays ; mais quand il s'agit de l'application des lois ou des interventions, c'est une autre paire de manches :

« Un homme m'a attrapée et m'a couchée à terre de force, il m'a enlevé ma culotte et m'a pénétrée avec ses doigts jusqu'à ce que j'arrive à me libérer de son emprise et à prendre la fuite. » JEUNE FEMME DE 19 ANS, SYDNEY

Toutefois, la majorité des commentaires fait état d'abus non physiques qui, dans de nombreux cas, ne sont pas réprimés par la loi. C'est incessant : les filles se font poursuivre, traquer, déshabiller du regard et injurier, et subissent des attentats à la pudeur.

« Un homme dans sa voiture a commencé à me suivre pendant que je marchais. Il m'a demandé pourquoi je ne l'écoutais pas. J'en ai eu assez, et je lui ai demandé d'arrêter de me harceler. Il a dit en riant : 'Ah, c'est du harcèlement ?' J'ai répondu « oui », en réalisant le niveau d'ignorance ou de culot dans ce pays ». JEUNE femme de 24 ans, Lima

À Lima, Madrid et Sydney, les participantes ont indiqué que des hommes s'étaient masturbés devant elles :

« C'était il y a quelques années, j'étais dans le métro avec des amies. Pour commencer, un type s'est approché, il était très saoul, et il s'est mis à se frotter le sexe contre mon amie et moi. Ce jour-là, le wagon était très bondé et un autre homme qui était assis a commencé à se masturber en se couvrant avec un sac. C'est vraiment écœurant. » JEUNE FEMME DE 19 ANS, MADRID

À Madrid, la masturbation en public a été mentionnée dans 11 % des commentaires relativement à des lieux dangereux

FIGURE 2: NOMBRE DE COMMENTAIRES SUR DES ACTES DE HARCELEMENT SEXUEL



Sur les **6 542** commentaires accompagnant des épingles négatives placées dans l'ensemble des villes

4 264

ont évoqué des actes de harcèlement sexuel



2 855

harcèlement sexuel – uniquement sans contact physique



562

harcèlement sexuel – uniquement avec un contact physique



847

harcèlement sexuel – avec et sans contact physique

OÙ LES FILLES SE SENTENT-ELLES LE MOINS EN SÉCURITÉ ?

« Je suis fatiguée, le harcèlement dans la rue m'affecte énormément. Serait-ce parce qu'ils ne réalisent pas que leurs « compliments » peuvent être blessants ? Je commence à avoir peur de sortir de chez moi. » **FILLE DE 16 ANS, LIMA**

Dans la majorité des commentaires, tant au sujet d'expériences positives que négatives dans toutes les villes, les participantes indiquaient qu'elles se trouvaient dans la rue. Ce résultat n'est pas surprenant, car la publicité et les invitations à participer au projet **Free to Be** mettaient en avant l'outil comme une opportunité de discuter du harcèlement dans la rue et, inévitablement, les rues seraient le lieu où les participantes passent le plus de temps lorsqu'elles se rendent à l'école, à l'université ou au travail, ou vont rencontrer des amis. Il est intéressant de constater que les taux de commentaires sur les rues étaient également les plus positifs : peu de lieux n'ont été indiqués que par des épingles positives ou négatives. Par exemple, un parc était fréquemment marqué par des épingles positives, et était également un lieu d'épingles négatives.

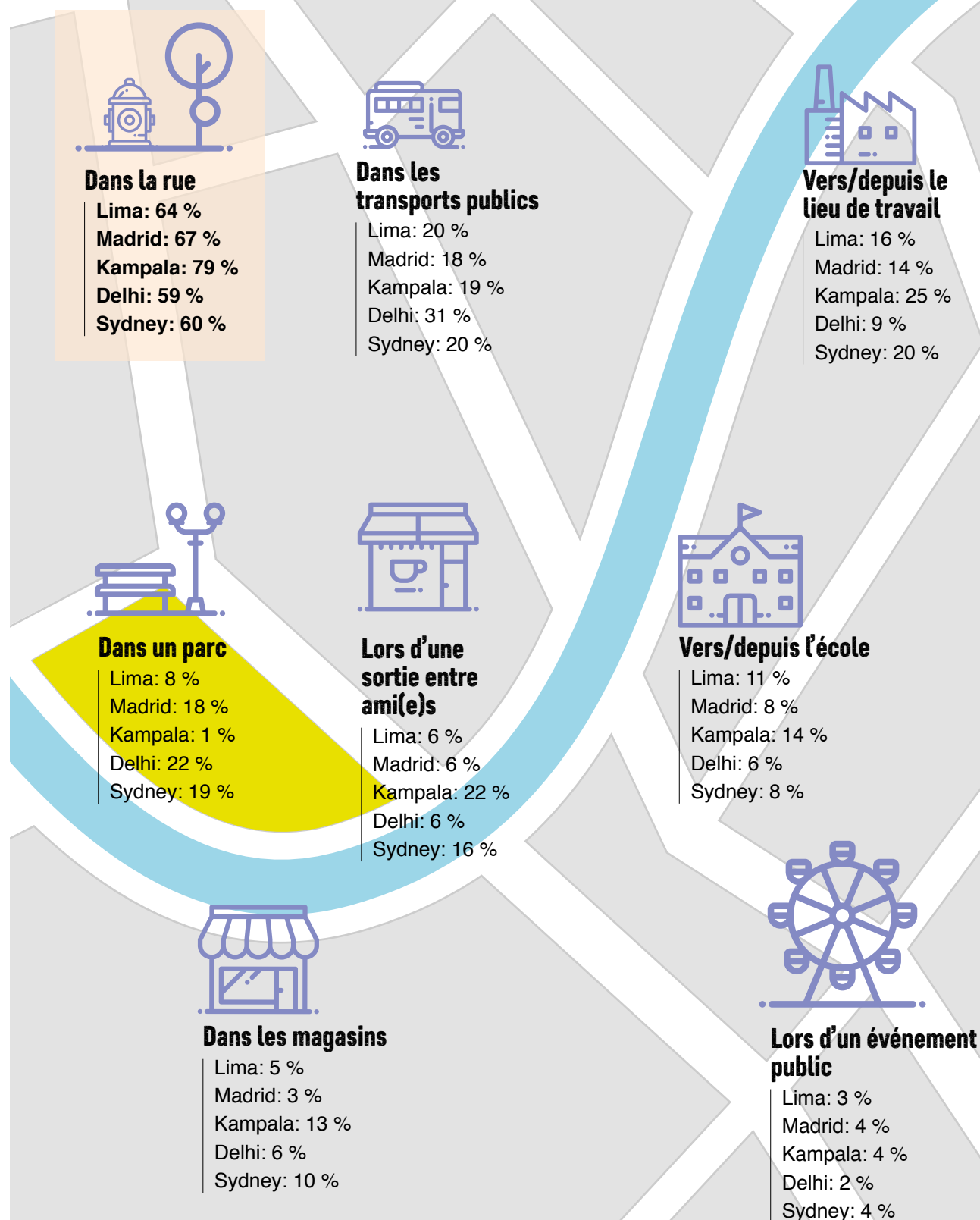
Les transports publics étaient les deuxième lieux marqués par des épingles négatives, bien qu'à Kampala et Sydney, les trajets vers et depuis le lieu de travail aient été évalués de façon particulière. Dans la pratique, toutes ces catégories présentent d'importants recoupements, et les participantes ont souvent sélectionné plusieurs lieux. On observe au final qu'à un moment ou un autre les filles et les jeunes femmes se sentent mal à l'aise ou en danger dans les villes où elles vivent.

« De vieux hommes me suivent dans leur voiture quand je rentre du travail, me demandant souvent d'avoir des rapports sexuels avec eux. » **JEUNE FEMME DE 22 ANS, KAMPALA**

Les centres de transport, les gares ferroviaires et routières et les arrêts de bus étaient les principaux lieux où les filles et les femmes ont dit se faire tripoter ou harceler – des points de rencontre centraux, des lieux bondés par où les hommes pouvaient passer rapidement sans être identifiés. Lima, avec 89 % d'épingles négatives, était la ville où les filles et les femmes avaient indiqué le plus grand nombre de lieux négatifs, et c'est à Delhi que ce nombre était le plus faible, à 63 %.

« Parce que c'est un arrêt de bus informel, la plupart des conducteurs harcèlent autant de femmes ou d'adolescentes que possible. C'est un quartier très dangereux. J'ai été harcelée plusieurs fois en passant par là. » **JEUNE FEMME DE 22 ANS, LIMA**

FIGURE 3 : POURCENTAGE D'ÉPINGLES NÉGATIVES SELON LE TYPE DE LIEU



« ÇA NE DEVRAIT PAS ÊTRE COMME ÇA »

Le harcèlement survient à n'importe quelle heure de la journée, bien que dans de nombreux sites, on observe un niveau de crête le soir ou tard dans la nuit. Dans plusieurs villes, certains des sites touristiques les plus célèbres, dont le bazar principal de la vieille ville de Delhi, étaient d'importants lieux de harcèlement. À Madrid, on a observé des groupes de lieux négatifs autour de points névralgiques dans la ville où l'on pourrait présumer que les filles puissent se rendre sans crainte. C'était également le cas à Lima, Delhi et Kampala, où les lieux qui sont généralement inévitables ont également été marqués d'épingles négatives.

« C'est très bondé. Une fois, alors que je rentrais de l'école, des garçons ont fait des commentaires sur moi et m'ont suivie. Un ami de l'un de mes frères m'a vue et s'est plaint auprès de mon frère en disant que je fréquentais ces garçons. » **FILLE DE 15 ANS, DELHI**

À Sydney, les jeunes femmes lors des ateliers de réflexion ont désigné les épingles négatives dans les zones de l'université en s'accordant pour dire que le harcèlement y était prévalent : « Je suis très contente que [l'université] soit marquée par autant d'épingles négatives. Nous en avons besoin, car j'ai l'impression que personne n'en parle ».

Dans plusieurs villes, bien que les filles puissent se sentir en sécurité à l'intérieur d'un centre commercial ou d'une galerie marchande, les zones environnantes à traverser pour y accéder ou en repartir ont souvent été marquées par des épingles négatives et des commentaires indiquant qu'elles étaient menaçantes.

« Nous pensons que [les autorités] ne devraient pas seulement se focaliser sur ce qui se passe à l'intérieur, mais aussi sur les alentours. Elles devraient assurer la sécurité dans ce quartier, parce que, pour accéder à cette galerie marchande, les gens doivent passer par des rues dangereuses, et ce n'est pas normal, ça ne devrait pas être comme ça. » **JEUNE FEMME LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, LIMA**

L'étude révèle également que la violence à l'égard des filles et des femmes est non seulement très répandue, mais aussi qu'elle limite leur participation et enfreint leur droit à l'éducation. À Delhi, une fille de 14 ans a fait remarquer : « Parce que ça m'est arrivé, ma mère nous a retirées de l'école moi et ma sœur », et une autre fille a déclaré : « Ma mère et mon père, du fait de l'environnement néfaste, ont tenté de mettre fin à mon éducation ; ma grande sœur est intervenue en prenant mon parti, et elle m'a aidée à poursuivre mes études ».

STRATÉGIES D'ADAPTATION : ÉVITER D'ÊTRE SEULE

La réaction la plus courante des jeunes femmes et des filles, qui ont participé au projet Free to Be, face aux lieux négatifs dans toutes les villes consistait à éviter lesdits lieux quand elles étaient seules. Certaines n'y sont jamais retournées. Dans chaque ville, certaines participantes avaient arrêté d'étudier ou de travailler, ou avaient déménagé en raison d'un incident spécifique ou du niveau de menace qu'elles ressentaient.

« J'ai démissionné de mon travail parce que j'étais terrifiée. » JEUNE FEMME DE 24 ANS, SYDNEY

Plusieurs jeunes femmes ont mentionné des exemples d'opportunités manquées en matière d'éducation et de confinement chez soi ou dans son quartier, qui affectent leurs perspectives d'emploi futures et limitent leur capacité à mener une vie indépendante et à devenir des citoyennes actives et engagées. Souvent, elles ont peur de sortir seules et, si elles n'ont pas peur, ce sont leurs parents qui ont peur pour elles. À Lima, 33 participantes ont abandonné l'école, le travail ou l'université en raison de leurs expériences d'abus et de harcèlement.

« Presque chaque jour, je rencontrais différents hommes qui me disaient : « Bonjour ». Tous avaient plus de 40 ans. Et moi, je portais mon uniforme d'école. »

FILLE DE 14 ANS, LIMA

Dans l'ensemble, au sein du groupe de participantes à l'enquête, les comportements menaçants des hommes – qui terrifient les filles et les jeunes femmes – ont considérablement perturbé le quotidien de 208 d'entre elles. Des stratégies de survie restrictives sont imposées aux jeunes femmes, limitant leur capacité et leur droit à étudier, à travailler ou simplement à marcher dans la rue, plutôt que de forcer les intimidateurs à changer leur comportement.

« ... parce que les hommes ne sont pas punis pour ces actes, les femmes considèrent que c'est de leur faute, et que c'est à nous de changer notre quotidien, plutôt

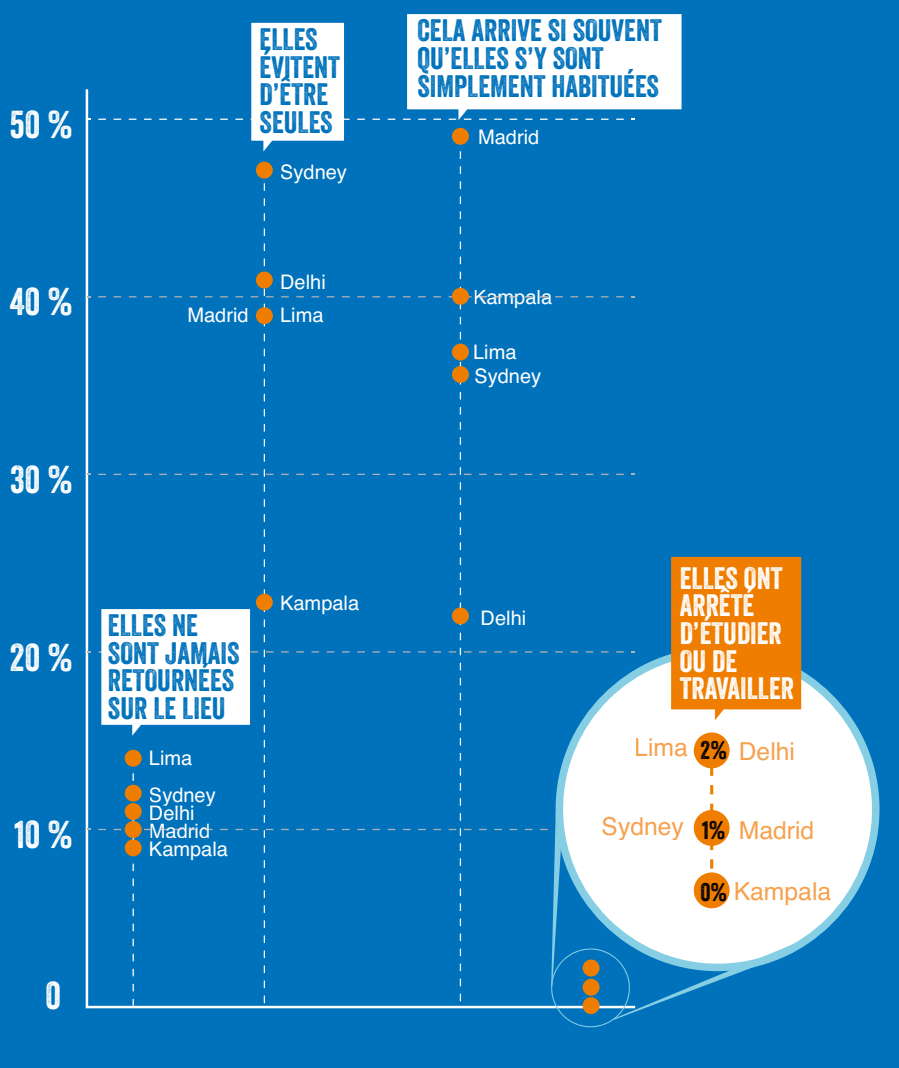
qu'aux hommes. De ce fait, les femmes ont l'impression d'être rabaissées, elles se mettent à douter de la validité de leur expérience... Ainsi, c'est tout un effet cyclique qui s'enclenche, amorcé par la culture du harcèlement dans la rue fondé sur le genre, la masculinité toxique et le manque d'informations à ce sujet. » JEUNE FEMME LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, SYDNEY

À Madrid, 49 % des participantes ont observé que le harcèlement « est si fréquent [qu'elles s'y sont simplement habituées] ».

Dans toutes les villes, à divers degrés, les participantes ont indiqué (le plus grand nombre à Madrid et le plus petit nombre à Delhi), que certaines formes de harcèlement étaient si fréquentes qu'elles « s'y étaient simplement habituées » : ce phénomène était le plus

FIGURE 4 : COMMENT LES JEUNES FEMMES ONT-ELLES RÉAGI AU HARCELEMENT ?

La réaction des filles, exprimée en pourcentage du total d'épingles négatives par ville



courant à Madrid et le moins courant à Delhi. C'est dans l'acceptation de ce comportement masculin, qui devrait être inacceptable non seulement pour les filles et les jeunes femmes, mais également pour la société dans son ensemble, que réside le problème. Cela montre très clairement qu'au niveau de la société, les filles passent au second plan. C'est pour cette raison que les filles et les femmes souffrent souvent en silence, s'imputent à elles-mêmes la responsabilité de ces actes et sont blâmées par les autres, et qu'elles ne s'attendent pas à recevoir une grande aide de la part des autorités.

« En tant que femme, on m'a fréquemment harcelée ici, dans le nord du campus et aux alentours. La police ne m'a absolument pas aidée et préférerait se complaire dans des sermons moraux. Il est surprenant de constater que rien n'a changé au fil des ans et que les gens continuent de se faire harceler, et même agresser. » JEUNE FEMME DE 22 ANS, DELHI

« ILS NE FONT RIEN POUR Y REMÉDIER »

Free to Be a également demandé aux participantes de préciser à qui elles avaient parlé de l'incident et, s'il avait été officiellement signalé, si des mesures avaient été prises. En dehors de Kampala, les participantes avaient généralement signalé des incidents aux autorités moins souvent qu'elles n'en avaient parlé à un membre de leur famille ou à un(e) ami(e). Dans chaque ville, plus de 30 % des participantes avaient parlé à une personne qu'elles connaissaient et en qui elles avaient confiance. Les signalements officiels n'étaient pas élevés (environ

10 % des incidents à Lima, Madrid et Sydney) et, dans la majorité des cas, les autorités n'avaient rien fait. À Kampala, les signalements avaient été plus fréquents, à 33 %, mais des mesures n'avaient été prises que dans 16 % des cas :

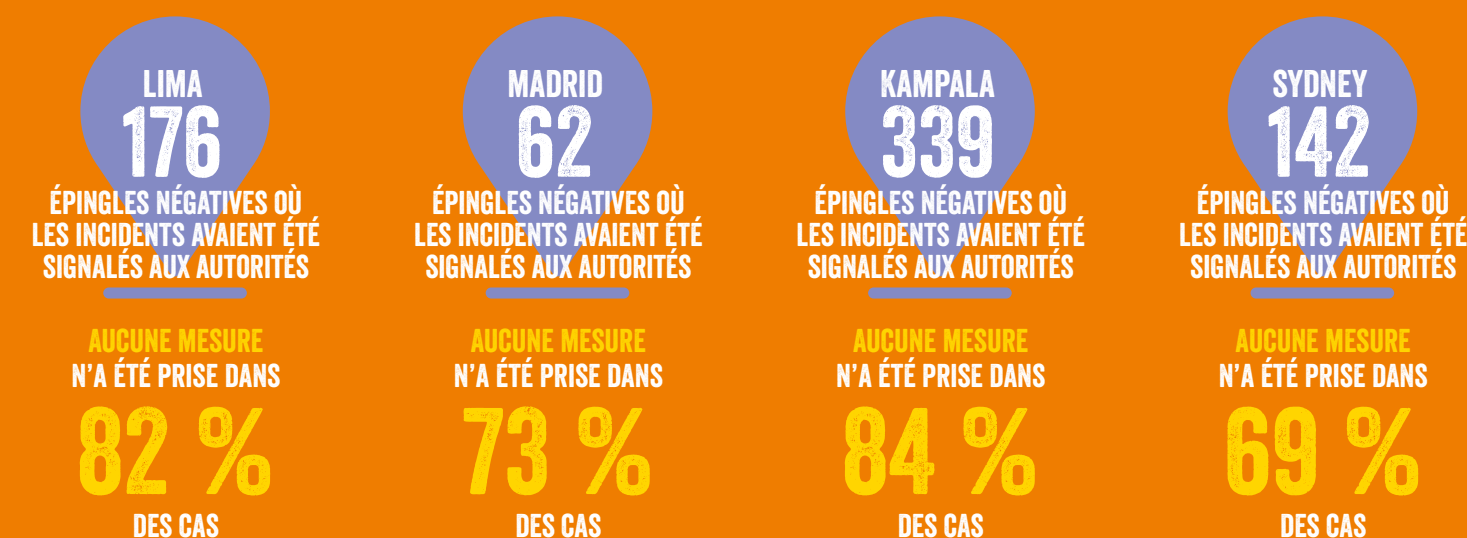
« Ces brutes collaborent avec la police, c'est-à-dire que si vous les dénoncez, la police ne fera rien pour y remédier. » JEUNE FEMME DE 19 ANS, KAMPALA

Cette méfiance vis-à-vis de la police n'était pas exclusive à Kampala :

« Un soir alors que j'attendais l'arrivée d'une amie, un homme qui rôdait toujours dans le quartier s'est arrêté entre deux voitures en me regardant et a commencé à se masturber. Je me suis mise à lui crier que j'allais appeler la police, et il est parti en courant. Cinq minutes plus tard, je suis passée à côté d'une voiture de police et j'ai dit aux policiers ce qui s'était passé, et l'un d'eux a commencé à me draguer. » JEUNE FEMME DE 25 ANS, MADRID

Les filles et les jeunes femmes avaient évité de signaler des incidents, non seulement parce qu'elles pensaient que les autorités ne feraient rien ou parce que le harcèlement est simplement « normal », mais également parce qu'elles avaient peur des conséquences : « Nous avons pensé à le dire à la police, mais nous ne l'avons pas fait de crainte que quelqu'un nous voit, car nous habitons à proximité ». FEMME DE 26 ANS, MADRID

FIGURE 5 : NOMBRE D'ÉPINGLES NÉGATIVES OÙ LES INCIDENTS AVAIENT ÉTÉ SIGNALÉS AUX AUTORITÉS ET POURCENTAGE D'INTERVENTIONS DES AUTORITÉS



Les mesures prises à Delhi au sujet des signalements sont absentes en raison de problèmes de données



« LES GENS ICI M'ONT SAUVÉE »

Comme nous l'avons vu, dans les cinq villes, le rapport entre les épingles positives et négatives et les commentaires associés penchait nettement en faveur des incidents négatifs, mais certains lieux étaient considérés comme plus sûrs que d'autres. En outre, comme on pourrait s'y attendre, les réponses à la question de savoir « pourquoi » sont variées.

À Delhi et Madrid, les filles et les jeunes femmes privilégiaient l'environnement communautaire, un lieu où se trouvent des familles et où quelqu'un pourrait leur venir en aide :

« Quelqu'un m'a harcelée, et les gens ici m'ont sauvée et m'ont aidée. » JEUNE FEMME DE 18 ANS, DELHI

Bien entendu, les filles se sentaient également plus en sécurité dans un lieu plus familier, où elles sont connues, comme l'a indiqué une fille de 15 ans à Delhi en déclarant : « Tout le monde me connaît dans le bâtiment O ». À Kampala et Lima, malgré la multitude de commentaires négatifs concernant les comportements de la police et leur passivité, les filles se sentaient plus en sécurité lorsque des services de sécurité étaient visibles et que la police était présente.

L'état physique d'un quartier avait également un effet sur la détermination du degré de sécurité d'un lieu, le niveau d'éclairage et de propreté et la présence de bonnes infrastructures étant tous des facteurs qui ont été évoqués dans les commentaires à divers degrés dans l'ensemble des villes. C'est à Kampala que l'éclairage était considéré comme le facteur le plus important, mentionné dans près d'un quart des commentaires positifs ; il était relativement important à Sydney également (dans 18 % des commentaires) ; mais pour les filles des trois autres villes, ce facteur n'était pas une priorité.

« NOUS DEVONS RENFORCER LA SENSIBILISATION DU PUBLIC »

Les filles et les jeunes femmes qui ont soumis des commentaires sur nos cartes **Free to Be** ne sous-estimaient pas les défis à relever pour instaurer un changement durable. Elles reconnaissent que la création de villes « **inclusives, sûres, résilientes et durables**²⁷ » serait une tâche difficile. Toutefois, un thème s'est dégagé en particulier : « **nous devons renforcer la sensibilisation du public** » sur ce qui se passe dans nos rues, a déclaré une jeune femme de Delhi. « **L'ignorance porte atteinte aux filles** », a écrit une autre fille de Kampala, « **sensibilisez les hommes sur les droits et la dignité que tout le monde mérite** ». Selon elles, pour pouvoir changer les comportements masculins, il était essentiel d'en déterminer la cause profonde. Cette idée a également été avancée à Lima et Madrid : « **Je ne sais pas comment améliorer les choses, peut-être en dispensant une meilleure éducation aux nouvelles générations ?** ».

Ainsi, s'agissant des mesures susceptibles d'améliorer la sécurité dans nos villes, un bon point de départ consistait selon elles à reconnaître clairement les expériences des filles et des jeunes femmes dans les rues, les parcs, les centres commerciaux, les taxis ainsi que dans les bus et les trains. Dans toutes les villes, les filles ont évoqué craindre le harcèlement sexuel et la restriction de leur mobilité qui limite leurs opportunités, et le fait de ne pas savoir ce qu'il faut faire ou vers qui se tourner. Certes, les priorités des filles de Kampala étaient différentes de celles des filles de Delhi ou de Madrid, mais les problèmes sous-jacents sont constants et sont systématiquement ignorés. Par exemple, dans toutes les villes couvertes dans l'étude, la police et les autorités présentent des bilans peu reluisants : les filles et les jeunes femmes acceptent l'inacceptable, car elles n'espèrent aucune intervention lorsqu'elles signalent des incidents aux autorités ou qu'elles appellent à l'aide dans la rue.

« J'étais assise sur la pelouse. Un homme est passé à côté de moi en me disant qu'il y avait un type derrière moi. Quand je me suis retournée, un homme se trouvait devant moi, exhibant son pénis. Il se masturbait en me regardant, assis sur un banc à la vue de tous, et tout le monde l'ignorait. Personne n'a rien fait. J'étais mineure, je n'ai rien dit, je suis juste partie pour pleurer seule dans un coin. C'était horrible ! » JEUNE FEMME DE 23 ANS, LIMA

UNE EXPÉRIENCE COMMUNE

Malgré les différences de contexte, de culture et de géographie, les expériences de harcèlement et les sentiments mêlés de crainte et de colère qui en découlent étaient universels dans les cinq villes.

Le fait de se faire tripoter, siffler ou abuser est « simplement normal ».

Elles sont harcelées à n'importe quel moment du jour et de la nuit.

Dans la plupart des cas, les passants ne font que regarder et n'apportent que peu d'aide voire aucune.

Ce sont les comportements masculins qui en sont la cause, pas le manque de sécurité ou d'éclairage.

Les villes ne sont pas des lieux sûrs pour les filles et les jeunes femmes : dans les rues et dans la plupart des lieux publics, elles se sentent souvent mal à l'aise, en danger et intimidées, simplement parce qu'elles sont jeunes et de sexe féminin.

Les filles et les jeunes femmes sont forcées de modifier leur propre comportement pour assurer leur sécurité : cela impose des limitations sur leur liberté, sur leurs opportunités et sur leur niveau d'égalité avec les garçons et les hommes.

Les filles ont l'impression que cela ne sert à rien de signaler des actes de harcèlement aux autorités, car pour elles les autorités n'ont ni la volonté ni les compétences de faire quoi que ce soit pour y remédier.

« Cette étude permettra à Plan International de plaider en faveur des jeunes femmes et des filles afin que leurs voix soient entendues par les principaux décideurs dans les secteurs de l'architecture, de la planification urbaine, du gouvernement et des transports publics »

DR NICOLE KALMS, DIRECTRICE DE XYX LAB À L'UNIVERSITÉ MONASH DE MELBOURNE EN AUSTRALIE



FARIDAH

« CETTE FOIS, J'AI RIPOSTÉ »

Je m'appelle Faridah, j'ai 20 ans. Je vis à Kampala, une ville de 3,2 millions d'habitants et, ces deux dernières années, j'ai participé au programme pour « Des villes plus sûres » de Plan International.

C'est très dangereux de marcher seule à Kampala ; le plus gros problème, ce sont les harcèlements de rue, que nous marchions seules ou en groupe. Mais il faut payer pour les services d'un bodaboda (mototaxi) et, quand on en prend un, les conducteurs vous demandent parfois d'avoir une affaire avec eux. Si vous refusez, ils ne vous aideront pas si vous avez un problème.

Je vends des noix et des chips en bordure de route, et je travaille le soir, de 18 h à minuit. Ici, quand il fait nuit, les filles ne sont pas en sécurité. J'ai été agressée plusieurs fois et, il y a un an, alors que j'étais enceinte, je marchais dans la rue avec une amie, quand elle a été violée et tuée par un gang de dealers de drogue.

Elle n'est pas la seule. Chaque année en Ouganda, plus d'un million de femmes à l'échelle nationale sont victimes de violences sexuelles²⁸.

Récemment, on m'a également volé. Mon sac a été volé quand je sortais du travail.

Pour se sentir et être en sécurité dans cette ville, il faut qu'un homme – votre frère ou votre père – vous accompagne. Mais même avec un homme, d'autres hommes hèlent « donne-moi ta sœur, donne-moi ta fille », et c'est embarrassant.

Je suis mère célibataire avec deux enfants, de quatre ans et 10 mois. J'ai décidé de participer au programme Des villes plus sûres car, avant, j'avais honte de moi parce que j'étais une mère enfant et que j'avais abandonné l'école. Je ne pouvais même pas marcher dans la rue. Quand j'ai rejoint le programme, cela m'a renforcée. Je savais que je pouvais empêcher d'autres filles d'avoir à affronter ce que j'avais subi quand j'étais devenue une mère enfant. Je me sens plus courageuse. J'ai gagné confiance en moi grâce à ce que nous avons accompli.

Aujourd'hui, ma famille a de l'estime pour moi, car mon objectif est de devenir une championne du changement dans notre société. Maintenant, j'essaye de changer la mentalité des autres filles : la perception qu'elles ont d'elles-mêmes. J'ai également parlé aux autorités responsables des bodabodas, et j'ai pu présenter nos activités aux conseillers municipaux.

En tant que filles, nous avons demandé aux autorités locales d'installer des éclairages de rue, car nous ne pouvions ni être vues ni voir où nous allions. Nous avons demandé que notre ville soit plus propre et plus

accueillante. Nous avons demandé à bénéficier d'un plus grand nombre d'activités de loisirs telles que le football, afin que les filles puissent se sentir davantage incluses. Tous ces aspects sont en train de s'améliorer maintenant.

Mon plus grand espoir est que les gens qui travaillent dans les transports locaux soient sensibilisés aux droits et à la valeur des filles et qu'ils contribuent à améliorer la sécurité de la ville pour les filles. Si cela se concrétise, notre ville sera meilleure.

Dans le cadre du programme Des villes plus sûres, nous avons effectué ce que nous appelons une « marche de sécurité », où nous identifions les risques en raison desquels les filles ne se sentent pas en sécurité à Kampala. Cela nous a aidées, car même si nous vivons ici, nous ne connaissions pas certains quartiers qui sont très dangereux, mais maintenant que nous les connaissons, nous savons quels quartiers éviter.

Dans ma communauté, nous sommes pour la plupart des mères enfants. Avant, nous ne connaissions pas du tout nos droits, mais ce programme nous a appris à les revendiquer. Nous autres, les filles, ne sommes plus passives, – nous savons maintenant comment parler, quel comportement adopter et assurer notre sécurité.

L'an dernier, alors que j'étais dehors dans la ville avec d'autres filles, un mécanicien dans un garage local a commencé à m'abuser. Il a aspergé de l'eau sur moi et, quand je lui ai parlé, il m'a giflée et a tenté de me traiter comme un objet sexuel. Cette fois, j'ai riposté : je suis allée voir la police et j'ai obtenu qu'il se fasse arrêter. Étant donné que ce type de harcèlement est si courant à Kampala, nous devons engager les hommes dans un dialogue.

Nous devons également faire passer le message à davantage de filles, afin qu'elles réalisent qu'elles n'ont pas à accepter ce type de traitement. Aujourd'hui, je suis une formatrice de championnes pour le changement. Je forme d'autres filles. Nous voulons sensibiliser les filles dans les régions où Plan International n'a pas de couverture et les informer sur la manière d'assurer leur propre sécurité à l'école.

Lorsque certains hommes changeront de mentalité, quand on mettra fin aux abus, tels que des patrons exigeant d'avoir des relations sexuelles avec des filles avant de les embaucher, quand les filles connaîtront leurs droits et auront suffisamment d'assurance pour se défendre, alors nous transformerons nos vies. ●●●

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les éléments factuels et les témoignages des filles et des jeunes femmes à Delhi, Lima, Kampala, Madrid et Sydney sont peu réjouissants à lire. Ils ont de nombreux points communs. Dans les cinq villes, les filles et les jeunes femmes ont subi du harcèlement sexuel et des violences physiques, depuis des sifflements jusqu'à des agressions, et ce au quotidien. Un trop grand nombre d'entre elles – près de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'étude – acceptaient le traitement qu'on leur infligeait : « il faut faire avec », c'est ce qui se passe, c'est « normal ». Et c'est là le cœur du problème. Les comportements masculins vis-à-vis des filles et des femmes – le tripotage, les traques, les injures, les prises en filature, les pincements aux fesses, les agrippements, la masturbation en public et tous les actes de harcèlement horribles sont cautionnés par la société – sont la norme, et les filles se sentent impuissantes face à ces actes.

« Il faut beaucoup se couvrir avec des tenues ethniques, sinon, si quelque chose vous arrive alors que vous portez des vêtements occidentaux ou si vous sortez tard le soir, c'est vous seule qui êtes censée en assumer la responsabilité. » JEUNE FEMME, DELHI

Les résultats prouvent que les filles et les jeunes femmes sont forcées de changer leur comportement pour éviter le harcèlement, alors qu'il est évident que ce sont les comportements et les attitudes des hommes et des garçons, ainsi que la complicité de la société, qui doivent changer. De plus, nous devons lancer un débat sur ces questions : reconnaître que de grands groupes dans la population de femmes ont fréquemment peur, se voient refuser l'accès aux espaces et aux opportunités d'emplois, d'études ou de loisirs dans nos villes ou n'ont pas la possibilité d'influencer et de diriger le changement dans leurs propres communautés.

« À plusieurs reprises, le même homme m'a suivie dans des wagons de train et dans les alentours de la gare centrale en me harcelant pour obtenir mon numéro de téléphone. À cause de cet homme (de plus de 50 ans), je (jeune femme de 17 ans) me suis sentie si mal à l'aise et en danger qu'aujourd'hui je ne vais plus à l'université où les horaires des cours correspondent à ceux où il se trouvait dans ce quartier. En l'absence de preuves, je ne pensais pas que je pouvais signaler l'incident et j'avais peur qu'on me dise que « ses intentions sont simplement amicales » ou d'autres conneries de ce genre. » FILLE DE 17 ANS, SYDNEY

Compte tenu du nombre croissant de personnes qui s'installent et naissent dans des villes, comment pouvons-nous transformer le quotidien des filles et des femmes ? Nous tous, en tant qu'individus, familles, communautés et municipalités, comment pouvons-nous faire en sorte que les grandes zones urbaines où tant d'entre nous vivons soient conviviales, sûres et égalitaires ? Comme l'a écrit une jeune femme de Delhi, il est inconcevable qu'elle ait été attaquée et que « personne ne se soit arrêté pour l'aider ».

« Ma ville imaginaire serait une ville d'égalité, mais ce n'est pas le cas dans ma ville actuelle. » JEUNE FEMME LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, KAMPALA

« Je passe par ici deux fois par jour pour aller au travail, et je me fais régulièrement injurier par des hommes. Je ne me sens pas en sécurité et jamais je ne passerai par ici la nuit. J'aimerais que la police ou le gouvernement prête attention aux expériences des femmes et fasse quelque chose pour changer ce quartier. »

JEUNE FEMME, SYDNEY

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

En tenant compte des commentaires exprimés sur les plans des villes, et sur la base des ateliers de réflexion de suivi auxquels participaient des groupes de filles et de jeunes femmes, trois recommandations principales en matière de changement réel ont été présentées :

CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS

AMORCER LA CONVERSATION
DISCUSSION PUBLIQUE
CONDUITE DE CAMPAGNES
PUBLIQUES
LES ALLIÉS ET LES DÉFENSEURS

PARTICIPATION DES FILLES AUX PRISES DE DÉCISIONS

COLLECTE D'INFORMATIONS
DES ESPACES SÛRS
CONCEPTION ET PLANIFICATION

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES FILLES DANS LA VILLE

RÉPRESSION

CHANGEMENT DES LOIS ET DES POLITIQUES
FORMATION ET CIBLAGE DU PERSONNEL DE PREMIÈRE LIGNE

1. CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS

Il incombe à chacune et chacun de condamner le harcèlement et la violence à l'égard des filles et des femmes. Pour être plus précis, les hommes et les garçons doivent reconnaître que leur comportement est intolérable et le changer en apprenant à respecter les filles et les femmes sur un même pied d'égalité : ils doivent se dresser contre la culture des abus verbaux et physiques, plutôt que de ne rien faire. Ils doivent également comprendre que le harcèlement ne devrait pas être la « norme » dans la vie des filles et des jeunes femmes. Le harcèlement n'est pas un jeu innocent : il s'agit d'un acte effrayant, désarmant et totalement inacceptable.

Amorcer la conversation : que ce soit en tête à tête, au sein de la famille entre parents et enfants, à l'école ou au travail, tout le monde doit discuter au sujet des expériences des filles et des femmes et du comportement inacceptable des hommes et des garçons. La discussion doit éviter d'imputer aux filles la responsabilité de leur propre sécurité – en rentrant chez elles tôt, en se déplaçant en groupe, en se couvrant des pieds à la tête et en évitant de nombreux lieux bondés – mais plutôt en faire la responsabilité de tous, en particulier des garçons et des hommes, afin qu'ils comprennent que le harcèlement est une forme de violence et que c'est leur comportement qui suscite la crainte que ressentent les filles dans un si grand nombre de lieux publics. En particulier, les garçons et les jeunes hommes doivent être encouragés à devenir des défenseurs du changement, à ne pas avoir peur d'intervenir et à remettre en cause la culture de groupe qui normalise les sifflements, les attouchements et la traque des filles et des jeunes femmes.

Discussion publique : il peut s'agir de discussions formelles, sous la direction de filles et de jeunes femmes, dans le cadre de centres communautaires, d'écoles, de collèges, d'universités ou d'assemblées publiques à l'échelle de la ville organisées dans les centres que les filles et les jeunes femmes ont identifiés comme des lieux hostiles. Cela devrait alors déboucher sur une couverture médiatique et promouvoir la conduite d'un plus grand nombre de débats publics. Il est important que les filles et les jeunes femmes disposent d'un espace pour mener la conversation sur la discrimination dans les villes sans crainte de récrimination, – en encourageant les campagnes médiatiques et civiques à intégrer les voix des filles et des jeunes femmes et en créant des plateformes et des processus qui favorisent leur participation continue dans la gestion de l'environnement urbain. Les comptes rendus des filles à propos de leurs expériences dans les lieux publics doivent être entendus publiquement et pris en compte dans les couloirs du pouvoir.

Conduite de campagnes publiques : les abus infligés aux jeunes femmes et aux filles doivent être traités avec le même degré de gravité et d'engagement que les campagnes de lutte contre la conduite en état d'ivresse ou contre le tabagisme. Les gouvernements municipaux, le secteur privé, les donateurs et les organisations de la société civile ont tous un rôle à jouer dans le financement et la promotion de campagnes publiques efficaces contre le harcèlement et les abus, en s'assurant que ces questions bénéficient d'une haute visibilité, – dans la presse écrite, à la radio, à la télévision et sur l'Internet. Les journalistes, les directeurs d'agences publicitaires, les animateurs d'émissions de discussion et les rédacteurs – tous les acteurs qui présentent publiquement des idées et des images sur la place qu'occupent les filles ou les femmes dans le monde – doivent reconnaître la discrimination et changer le débat public sur les filles et les femmes de façon à dénoncer le sexisme qui normalise le harcèlement. En outre, les campagnes populaires, qui impliquent les filles et les jeunes femmes au niveau communautaire, doivent également être soutenues.

Les alliés et les défenseurs : un changement des comportements et des attitudes sociales acceptées doit passer par l'accomplissement d'actes quotidiens de courage et de gentillesse de notre part à tous, mais en particulier de la part des dirigeants : ceux dont les propos et les comportements dans la société ont une influence dans la vie publique. Les campagnes de « spectateurs actifs » doivent encourager une culture « de dénonciation », en aidant tout le monde à remettre en cause et à dénoncer les comportements toxiques. Il est également important de recruter et de célébrer les défenseurs, qui ont écouté et pris au sérieux les expériences des filles et des jeunes femmes. Il peut s'agir de politiciens, de célébrités dans les médias, le sport et la culture, ainsi que de femmes et d'hommes d'affaires, de directrices et directeurs d'école ou d'entraîneurs de football. Les filles et les jeunes femmes ne peuvent pas assumer seules ce travail : les filles n'ont pas besoin de « protecteurs », mais elles souhaitent que les gens les soutiennent. Elles ont droit au respect, à la sécurité et à la liberté. Elles doivent être soutenues pour trouver la place qui leur revient en tant que décideuses au sujet des questions qui affectent leur vie.

2. PARTICIPATION DES FILLES AUX PRISES DE DÉCISIONS

Les personnes qui exercent une autorité et occupent des positions de pouvoir, à tous les niveaux, doivent être à l'écoute des filles et des jeunes femmes et collaborer avec elles, respecter leurs expériences et leurs recommandations, et les impliquer dans la conception conjointe de leur ville, y compris des infrastructures, dans la prestation de services et dans les politiques qui les régissent.

Collecte d'informations : pour résoudre le problème, il faut en déterminer l'étendue. Les autorités des villes doivent établir le niveau de priorité des activités de collecte de données – désagrégées par genre, par âge, et selon certains critères d'exclusion tels que les handicaps – afin de pouvoir quantifier les niveaux d'abus de manière adéquate. De plus, elles doivent collaborer avec les filles, les dirigeants communautaires, le personnel des transports publics et la police pour utiliser ces informations et ainsi orienter les politiques et superviser les procédures qui permettront d'éliminer les abus que les filles et les femmes subissent. Les écoles et les lieux de travail doivent prévoir des politiques de protection qui condamnent le harcèlement et montrent que les abus sont pris au sérieux. Ils doivent également mettre en place des processus de signalement des abus, non seulement pour ceux qui en sont infligés dans les écoles ou les lieux de travail, mais également pour les actes de harcèlement infligés dans les rues environnantes qu'empruntent les filles et les jeunes femmes pour se rendre à l'école, au travail ou à l'université et pour en repartir. Ce n'est qu'alors que l'ampleur de la violence au quotidien, qui limite l'accès des filles aux opportunités exceptionnelles de la vie urbaine, sera pleinement appréhendée. Ces données doivent être utilisées de manière efficace et être rendues publiques.

Des espaces sûrs : la communauté des entreprises et les autorités municipales et des transports publics doivent apporter un soutien aux filles en difficulté en établissant et en identifiant des espaces qui répondent à leurs besoins. Au cours de l'étude, les filles ont souvent évoqué des actes de harcèlement dans les transports publics et dans les centres de divertissement, ce qui montre que l'existence de lieux sûrs au cœur de la ville représente pour elles une priorité. Il pourrait s'agir d'espaces dans des magasins, des bars, des restaurants et des bâtiments publics existants, dotés de personnel spécialement formé pour assurer la sécurité des personnes, où les filles peuvent se rendre, tant pour signaler des actes de harcèlement que pour y échapper.

Non seulement ces espaces constituent un refuge, mais ils indiquent également aux filles et aux jeunes femmes que le harcèlement sexuel est pris au sérieux à la hauteur de leurs attentes. Ils doivent être clairement visibles et efficacement médiatisés.

« L'ambiance ici est vraiment glauque : les hommes harcèlent les filles en faisant des commentaires horribles. J'ai très peur ici. » JEUNE FEMME DE 22 ANS, DELHI

Conception et planification : les villes doivent être adaptées pour tout le monde. Les maires, les directeurs et les urbanistes doivent être informés des besoins de toutes les personnes qui habitent, travaillent et se déplacent dans la ville. Cela revient à collaborer activement avec les filles et les jeunes femmes et à les impliquer de façon effective dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des infrastructures et des services. Il s'agit également d'impliquer davantage de femmes professionnelles dans les prises de décisions concernant la planification urbaine et de dispenser des formations sensibles au genre aux femmes et aux hommes membres du personnel clé. Les filles se sentent plus en sécurité dans des rues mieux éclairées et ont besoin de transports publics fiables, en particulier la nuit. À Sydney, des filles nous ont dit que les bus et les trains n'étaient plus en service après la fermeture des bars, des restaurants et des clubs. Elles ne pouvaient pas rentrer chez elles par les transports publics, elles savent qu'il est dangereux de prendre un taxi seules, et elles ne se sentent pas en sécurité dans les rues, où déambulent de nombreux groupes d'hommes qui ont trop bu.

« Pourquoi les services de trains s'arrêtent-ils à minuit, alors que l'heure de fermeture des restaurants est à 1 h 30 et celle des clubs à 3 h ? En gros, je ne peux pas rentrer chez moi et nous nous retrouvons toutes coincées. » JEUNE FEMME, LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, SYDNEY

« L'État a une perspective irréaliste de la vie au quotidien. C'est pour cette raison qu'il ne résout pas les problèmes de façon efficace. »

JEUNE FEMME, LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, MADRID

3. RÉPRESSION

Les gouvernements, tant municipaux que nationaux, doivent adopter et appliquer des lois et des politiques qui criminalisent toutes les formes de violence fondée sur le genre, y compris le harcèlement sexuel, et faire clairement comprendre que les abus infligés aux filles et aux femmes ne seront pas tolérés. Ceci inclut notamment l'obligation qui incombe aux autorités de prendre les mesures nécessaires pour supprimer les obstacles aux signalements.

Changement des lois et des politiques :

les gouvernements doivent établir des lois efficaces pour assurer la sécurité et l'inclusion des filles, y compris la criminalisation de toutes les formes de violences fondées sur le genre à l'égard des femmes et des filles, et mener des interventions dans les zones où la consommation d'alcool et de drogues facilite les abus, en augmentant leurs effectifs en personnel de sécurité compétent et en révisant les lois relatives à l'octroi de licences. Étant donné que de nombreux aspects des actes de harcèlement sexuel et de rue ne sont pas couverts dans les lois actuelles, la formulation des lois et des politiques publiques doit être étendue en vue de combler ces lacunes. Si le gouvernement passait en revue le système judiciaire – la police, les juges et les avocats – pour tenter d'instaurer une parité hommes-femmes, cela permettrait, dans une certaine mesure, de renforcer le niveau de confiance des filles et des jeunes femmes dans le système et de les inciter davantage à signaler les abus.

« Nous pensons également que la diversité de genre devrait être plus étendue dans le système judiciaire et dans le système de justice pénale. En effet, un homme ne peut pas se mettre à la place d'une fille qui a été harcelée ou violée. » JEUNE FEMME, LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, MADRID

Formation et ciblage du personnel de première ligne :

la police, le personnel des transports publics, les sociétés de sécurité et les fonctionnaires de gouvernements locaux à tous les niveaux doivent prendre ce problème au sérieux. Ils doivent écouter régulièrement les filles et les jeunes femmes, se mettre à leur place lorsqu'ils se déplacent dans la ville et s'engager publiquement à instaurer des villes plus sûres : cela implique l'élaboration de mécanismes de signalement efficaces qui permettent de répondre aux besoins des filles et de poursuivre les auteurs d'abus. Ces acteurs ont besoin de formations spécifiques pour écouter les plaintes de harcèlement et déterminer les mesures à prendre. Ils doivent également comprendre comment faire appliquer et utiliser les lois existantes pour protéger les droits des filles et des jeunes femmes.

« Un homme m'a poursuivie sur plusieurs centaines de mètres en me harcelant, et quand il m'a rattrapée, il m'a dit qu'il m'emmènerait dans un hôtel et qu'il me tuerait. J'ai dû me défendre avec une bouteille, mais il ne partait toujours pas. Personne ne m'a aidée. J'ai trouvé un policier qui m'a seulement aidée à prendre un taxi et qui m'a dit que je ne pouvais rien faire parce que le type ne m'avait pas frappée. » JEUNE FEMME DE 24 ANS, LIMA

Le changement des comportements, et des attitudes qui les sous-tendent, n'est pas une tâche simple, et la misogynie qui caractérise les rues de nos villes et restreint la vie et les libertés des filles et des jeunes femmes existe depuis d'innombrables générations. Mais cet état des choses n'est pas une fatalité. Il est essentiel d'être à l'écoute des filles et des jeunes femmes et de leur offrir la chance de diriger et de mettre en œuvre le changement pour transformer leur vie et éliminer la discrimination et le harcèlement qui caractérisent la société où nous vivons. Nous tous, en particulier ceux qui occupent des positions de pouvoir, devons comprendre les expériences des filles et écouter leurs idées. Nombre des mesures mentionnées ci-dessus découlent d'une écoute attentive de ces expériences et de leur prise au sérieux. Il est possible que certaines idées entendues soient difficiles à concrétiser;

elles ne conviennent pas nécessairement à toutes les situations, mais elles n'ont pas été rejetées d'emblée pour autant. Chaque changement compte, quelle que soit son envergure, de même que les filles et les jeunes femmes ont le droit de se sentir libres, sûres et égales quand elles vaquent à leurs occupations, où qu'elles soient.

« De toute évidence, nous pensons qu'il s'y cache un problème fondamental : ces situations surviennent parce qu'il y a trop de sexisme dans la société. Les filles ont déjà mentionné un besoin d'éducation axée sur les questions de genre pour pouvoir changer cette donne. Pour que le changement soit effectif, nous devons creuser davantage, non pas en vue de résoudre et de pallier les problèmes en surface, mais pour traiter leur cause profonde : le sexisme profondément enraciné. » JEUNE FEMME, LORS DE L'ATELIER DE RÉFLEXION, LIMA

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DANS LES VILLES : PRATIQUES PROMETTEUSES

CHANGER LA MENTALITÉ DES HOMMES : DES MÉTHODES INTELLIGENTES POUR REMETTRE EN CAUSE LE SEXISME²⁹

« Ce que nous devons faire... c'est parvenir à changer la mentalité des hommes afin qu'ils respectent les femmes. L'Australie doit commencer avec les plus jeunes générations d'hommes, les petits garçons, nos fils et nos petits-fils. »
MALCOLM TURNBULL, ANCIEN PREMIER MINISTRE DE L'AUSTRALIE

Comme nous l'avons vu, l'éducation des hommes, les initiatives à prendre pour les sensibiliser aux réalités du quotidien des filles et des jeunes femmes et les campagnes contre le sexisme sont une priorité pour un grand nombre de jeunes femmes avec lesquelles nous avons parlé. De plus, il existe déjà de nombreux projets dans le monde qui s'emploient à mener de telles actions.

Actuellement, un vaste éventail de personnes et d'organisations œuvrent, souvent en partenariat, à spécifiquement remettre en cause le sexisme quotidien qui débouche sur les niveaux élevés de harcèlement de rue fondé sur le genre que l'on observe dans les espaces et les lieux publics de chaque ville.

Le plus important pour assurer la réussite des campagnes consiste notamment à réaliser des innovations numériques, à s'efforcer non seulement d'améliorer la sécurité dans les rues, mais également de traiter les causes qui sous-tendent le harcèlement fondé sur le genre et, par-dessus tout, à impliquer les filles et les jeunes femmes en s'appuyant sur leurs expériences et leurs idées pour instaurer un changement durable.

Ci-dessous figure une liste non exhaustive de campagnes, de politiques et de programmes qui, bien qu'ils en soient souvent à leurs prémises, ont abouti à quelques résultats concluants et pourraient donner à d'autres des idées utiles de mesures à envisager.

LOIS ET POLITIQUES

La Belgique, le Portugal, le Pérou, la Nouvelle-Zélande, Buenos Aires, l'Argentine, Quito, l'Équateur et le Royaume-Uni ont adopté des lois contre le harcèlement de rue. Plus récemment, la **France** est devenue l'un des principaux pays à intervenir face au harcèlement de rue, et une nouvelle loi adoptée en août 2018 criminalise le harcèlement de rue fondé sur le genre : cette lutte contre le harcèlement sexuel comprend des amendes pour « commentaires dégradants ou humiliants ou un comportement offensant à caractère sexuel ou sexiste à l'endroit d'une personne dans un endroit public³⁰ ». Il est prévu que la loi sera appliquée par des agents de police en délivrant des amendes redevables sur place^{31,32}.

L'une des principales critiques concernant ce type de loi est toujours de savoir dans quelle mesure elle est applicable. En France, 10 000 agents de police supplémentaires ont été recrutés pour faire appliquer cette loi et ont été formés pour identifier le harcèlement de rue. Outre les amendes, les auteurs de ces actes devront suivre des cours – à leurs frais – contre les agressions sexuelles et la violence sexiste et sexuelle. Cependant, le plus grand impact auquel s'attend le gouvernement français réside dans la valeur symbolique de la loi et dans sa capacité à décourager le harcèlement de rue.

De surcroît, il est important que toutes les juridictions qui envisagent d'adopter une telle loi examinent les conséquences qu'elle peut avoir sur les libertés civiles et les risques qu'elle puisse être utilisée à l'encontre de groupes déjà vulnérables.

AMÉLIORATION DES SIGNALEMENTS

Le service d'assistance téléphonique 24 h/24 « OFF-LIMITS », qui a pour vocation de signaler des cas de harcèlement sexuel à **Los Angeles (LA) aux États-Unis**, et la campagne de signalement des actes de harcèlement sexuel « Report it to Stop it » à **Londres au Royaume-Uni** sont deux initiatives qui œuvrent à augmenter les taux de signalements.

Le service téléphonique de Los Angeles a été lancé par l'autorité des transports publics LA Metro en janvier 2017. Il propose un service d'assistance téléphonique et une application appelée « Transit Watch » qui peuvent tous deux être utilisés pour signaler des actes de harcèlement sexuel. Il est important de noter que le service d'assistance téléphonique emploie des conseillers provenant du groupe de justice sociale à but non lucratif « Peace Over Violence », qui sont formés pour aider les victimes de harcèlement sexuel à signaler les incidents et à parler à la police si elles hésitent à le faire seules³³.

À Londres, une initiative similaire s'attache à encourager les femmes à signaler les actes de harcèlement sexuel et à renforcer la sécurité des femmes et des filles dans les transports publics. L'initiative « Report it to Stop it » a été créée en 2015 pour convaincre le public d'un « partenariat avec la police » dans lequel les cas de comportements sexuels non désirés ne seront pas tolérés et seront pris au sérieux. Dans le cas de cette initiative, les méthodes disponibles pour signaler des actes de harcèlement sexuel comprennent une ligne téléphonique et la possibilité d'envoyer un SMS à la police³⁴.

LUTTE CONTRE LA MASCULINITÉ TOXIQUE

Plusieurs campagnes de sensibilisation du public, ayant pour but de traiter les causes profondes du harcèlement de rue fondé sur le genre en dénonçant la masculinité toxique et en luttant contre certains comportements profondément enracinés, ont connu un certain succès.

Au **Mexique**, la campagne « No Es De Hombres » (2017) a été créée dans le cadre d'un partenariat entre ONU Femme et le gouvernement mexicain. Elle se fonde sur des expériences sociales dans lesquelles des hommes sont exposés à des situations que les femmes vivent fréquemment dans les transports publics. L'objectif de la campagne est de remettre en cause la normalisation du harcèlement sexuel et de reconnaître qu'il constitue une forme de violence.



Au **Royaume-Uni**, la campagne « Know the Line » (2017) a été lancée à Sheffield en vue de combattre le harcèlement sexuel à l'égard des femmes et des filles dans le

comté du South Yorkshire. Il est important de souligner que l'objectif de cette campagne est de classer la misogynie en tant que crime haineux. Elle encourage une focalisation sur la misogynie, sur le changement des comportements et sur les causes profondes du harcèlement de rue fondé sur le genre.



La campagne a été lancée à l'issue d'une année de collaboration entre des groupes locaux et des citoyens, qui ont mené des travaux en réponse aux expériences de femmes et de filles harcelées par

des hommes et des garçons dans la rue et dans des lieux publics³⁵.

Par ailleurs, des mouvements de mobilisation populaire ont eu lieu sous l'impulsion d'organisations à but non lucratif, dont « Stop Street Harassment » qui organise chaque année « Meet us on the Street », une semaine d'action collective lors de la Semaine internationale de lutte contre le harcèlement de rue, dans le but de sensibiliser les populations de 40 pays à l'existence du harcèlement de rue et au fait que ce n'est pas acceptable³⁶.

LE MOMENT EST VENU D'INTERVENIR

La campagne « Theung Wela Pheuk » [Le moment est venu d'intervenir] à **Bangkok** (2017) part de l'idée que les passants peuvent intervenir face au harcèlement de rue fondé sur le genre ou le décourager s'ils interviennent immédiatement, en particulier dans les transports publics³⁷. De même, l'association Tahadi à **Casablanca** a lancé une campagne en 2017 sur les réseaux sociaux et dans les lieux publics pour prévenir les abus, suite à des recherches sur la prédominance du harcèlement verbal et sexuel à l'égard des femmes et des filles dans les transports publics de la ville ainsi qu'à l'agression sexuelle révoltante d'une passagère handicapée dans un bus³⁸. Les deux campagnes ont pour objectif d'encourager les passants à intervenir, que ce soit individuellement ou collectivement, pour aider la personne qui se fait harceler.

DES ESPACES PLUS SÛRS

En 2016, le **Royaume-Uni** a lancé une initiative à l'adresse de tous les bars et lieux de sortie du comté du Lincolnshire appelée « Ask For Angela », en vue de réduire la vulnérabilité sexuelle des femmes clientes. Depuis, l'initiative a été déployée dans d'autres villes, y compris à Londres en partenariat avec la police métropolitaine. Quand un grand nombre d'établissements vendant de l'alcool sont regroupés dans un quartier spécifique, on a observé que cette initiative était très efficace s'ils y adhèrent tous, car il n'y a alors nulle part où les agresseurs potentiels peuvent commettre des actes de harcèlement³⁹.

D'autres pays mettent actuellement le programme à l'essai, y compris le quartier de Newtown à Sydney en **Australie**.



DANS LES TRANSPORTS

Au **Canada**, plusieurs autorités des transports publics ont lancé des applications permettant aux passagers de signaler des actes de harcèlement sexuel ainsi que les comportements racistes et homophobes. Parallèlement aux applications, des campagnes sont menées afin de promouvoir un changement des comportements pour montrer une tolérance zéro face à de tels comportements. Par exemple, l'initiative « Project Global Guardian » de la police des transports de Metro Vancouver permet aux passagers de signaler des incidents de harcèlement sexuel à bord des trains aériens et des bus ainsi que dans les stations. Grâce à l'application, les passagers peuvent envoyer un message directement à la police et aux agents des transports publics, et accéder à des rapports sur les points chauds de criminalité ainsi qu'à des résumés des crimes survenus dans des stations spécifiques.

À **Melbourne en Australie**, de jeunes militantes participant au projet Free to Be de Plan Australie ont travaillé en collaboration avec le groupe de transport Metro pour proposer des mesures clés visant à améliorer la sécurité des filles. Les principales recommandations comprenaient la dispense de formations aux agents autorisés de Metro afin de renforcer leur entendement de la violence et du harcèlement fondés sur le genre, la mise en place d'une application de sécurité pour signaler les incidences en temps réel et la conduite d'une campagne de sensibilisation du public à l'échelle de l'État pour dénoncer le harcèlement et encourager les signalements. L'application à laquelle participent les jeunes femmes est en cours de développement, et une marche de filles (« Girls' Walk ») dont l'objectif est de renforcer l'entendement du personnel de première ligne concernant les questions liées à la sécurité des filles sera organisée cette année.

Outre le renforcement de la sécurité dans les transports publics, plusieurs villes d'Europe – **Genève (Suisse), Paris (France), Stockholm (Suède), Londres (Royaume-Uni) et Melbourne (Australie)** – mettent en exergue l'importance de traiter les causes profondes du harcèlement fondé sur le genre dans les transports et les lieux publics, en interdisant les publicités sexistes et en reconnaissant que les images humiliantes et dégradantes des femmes ou les publicités qui renforcent les stéréotypes de genre négatifs ont des effets graves et néfastes et peuvent perpétuer la violence à l'égard des femmes.

LE PROGRAMME « SAFER CITIES FOR GIRLS » (DES VILLES PLUS SÛRES POUR LES FILLES)

« Safer Cities for Girls » est un programme conjoint qui a été élaboré en partenariat avec Plan International, ONU-HABITAT et Women in Cities International. L'objectif du programme est d'instaurer des villes sûres, responsables et inclusives avec et pour les adolescentes (de 13 à 18 ans). Les résultats que vise le programme comprennent (i) une amélioration de la sécurité et de l'accessibilité des lieux publics ; (ii) une hausse de la participation active et effective au développement urbain et à la gouvernance des villes ; et (iii) un renforcement de la mobilité autonome dans la ville.

« Safer Cities for Girls » est un programme sexotransformateur à long terme dont l'objectif est la lutte contre les relations de pouvoir inégales et la remise en cause des normes sociales néfastes qui perpétuent l'insécurité et l'exclusion des filles dans les villes. Le programme œuvre à trois niveaux : (1) avec les gouvernements et les institutions, pour inciter les acteurs municipaux et nationaux ainsi que les responsables politiques à faire en sorte que les lois et les services municipaux soient plus sensibles à la sécurité des filles et plus inclusifs ; (2) avec les familles et les communautés, pour instaurer un environnement social favorable à la promotion de la sécurité et de l'inclusion des filles dans les villes ; et (3) avec les filles et les garçons eux-mêmes, pour les impliquer en tant que citoyens actifs et agents du changement, en renforçant leurs capacités et leurs talents, et en leur offrant des possibilités de participation effective. La lutte contre les normes sociales et culturelles qui sous-tendent la discrimination et les inégalités, à ces trois niveaux, transformera la vie des filles et des femmes dans les villes.

Ce programme est actuellement mis en œuvre dans dix villes : Delhi en Inde ; Hanoï au Viet Nam ; le Caire, Alexandrie et Assiout en Égypte ; Kampala en Ouganda ; Nairobi au Kenya ; Lima au Pérou ; Asuncion au Paraguay ; et Honiara aux îles Salomon.

RÉFÉRENCES

- World Population Review : La population à Madrid en 2018 (2018). Disponible (en anglais) sur le site : <http://worldpopulationreview.com/world-cities/madrid-population/> Consulté le 15 août 2018.
- Ministerio del Interior (2017). Balance de Criminalidad. Cuarto Trimestre de 2017 [en ligne]. Disponible (en espagnol) sur le site : <http://www.interior.gob.es/documents/10180/7146983/informe+balance+2017+cuarto+trimestre+v.2.pdf/99f3e28b-080b-4d68-b19b-4a83eafc2d7f>. Consulté le 26 septembre 2018.
- World Population Review : La population à Lima en 2018 (2018). Disponible (en anglais) sur le site : <http://worldpopulationreview.com/world-cities/lima-population/> Consulté le 15 août 2018.
- Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables (2017). « *Resumen Estadístico Personas Afectadas por Violencia Familiar y Sexual atendidas CEM 2017* » [en ligne]. Disponible (en espagnol) sur le site : <https://www.mimp.gob.pe/contigo/contenidos/pncontigo-articulos.php?codigo=33> Consulté le 13 août 2018.
- World Population Review : La population à Delhi en 2018 (2018). Disponible (en anglais) sur le site : <http://worldpopulationreview.com/world-cities/delhi-population/> Consulté le 15 août 2018.
- National Crimes Record Bureau (2017). « *Crime in India 2016: Statistics* ». Ministère de l'intérieur, disponible (en anglais) sur le site : <http://ncrb.gov.in/StatPublications/CII/CII2016/pdfs/NEWPDFs/Crime%20in%20India%20-%202016%20Complete%20PDF%20291117.pdf> Consulté le 15 août 2018.
- Bureau de la statistique en Ouganda (2017). « *2017 Statistical Abstract* ». Disponible (en anglais) sur le site : https://www.ubos.org/wp-content/uploads/publications/03_20182017_Statistical_Abstract.pdf Consulté le 15 août 2018.
- « *Uganda: Violence against women unabated despite laws and policies* » (2016). Disponible (en anglais) sur le site : www.un.org/africarenewal/news/uganda-violence-against-women-unabated-despite-laws-and-policies Consulté le 15 août 2018.
- World Population Review : La population à Sydney en 2018 (2018). Disponible (en anglais) sur le site : <http://worldpopulationreview.com/world-cities/sydney-population/> Consulté le 15 août 2018.
- Bureau of Crime Statistics and Research (2018). « NSW Recorded Crime Statistics quarterly », mise à jour de mars 2018 [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : http://www.bocsar.nsw.gov.au/Documents/RCS-Quarterly/NSW_Recorded_Crime_March_2018.pdf Consulté le 7 août 2018.
- ONU-Habitat (2016). « *Urbanization and Development. Emerging Futures* » (L'urbanisation et le développement. Possibilités pour l'avenir) [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : http://wcr.unhabitat.org/wp-content/uploads/2017/02/WCR-2016_-Abridged-version-1.pdf Consulté le 9 août 2018.
- D. You et D. Anthony (2012) « *Generation 2025 and beyond* » (La génération de 2025 et les suivantes). UNICEF. Disponible (en anglais) sur le site : https://www.unicef.org/media/files/Generation_2015_and_beyond_15_Nov2012_e_version.pdf Consulté le 30 août 2018
- FNUAP (2016). « *Urbanisation* » [en ligne]. Disponible sur le site : <https://www.unfpa.org/fr/urbanisation> Consulté le 30 août 2018
- Nations Unies (2016). « *Nouveau Programme pour les villes* » [en ligne]. Disponible sur le site : <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-French.pdf> Consulté le 9 août 2018.
- Women in Cities International et Programme pour des villes plus sûres d'ONU-Habitat (2010). Document de travail de discussion sur le genre et l'urbanisation. [Non publié]
- Plan International (2013). « *Adolescent Girls' Views on Safety in Cities* » (Les perspectives d'adolescentes sur la sécurité dans les villes) [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://plan-international.org/publications/adolescent-girls%E2%80%99-views-safety-cities> Consulté le 9 août 2018.
- Cartes disponibles (en anglais) sur le site : <https://www.plan.org.au/freetobe> Consulté le 9 août 2018.
- K. Travers, M. Shaw et K. McCleery (2017). « *Making Cities Safer for Women and Girls, Part II* ». Urbanet [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://www.urbanet.info/safe-cities-for-women-and-girls-part-ii/> Consulté le 9 août 2018.
- NDTV (2018). « *London Unveils Seven-Point Pledge To Ensure Women Safety* » [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://www.ndtv.com/world-news/london-unveils-seven-point-pledge-to-ensure-women-safety-1888586> Consulté le 9 août 2018.
- ONU Femmes (2017). « *Créer des espaces publics plus sûrs* » [en ligne]. Disponible sur le site : <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/creating-safe-public-spaces> Consulté le 9 août 2018.
- Harth, A (2017). « *Open Space and Gender - Gender-Sensitive Open-Space Planning.* » Deutsches Institut für Urbanistik (DIFU). Disponible

- sur le site : <https://difu.de/publikationen/open-space-and-gender-gender-sensitive-open-space.html> Consulté le 9 août 2018.
21. G. Alber, K. Cahoon et A. E. Boyer (2015). « *Into the cities: Developing and supporting resilient, sustainable, and gender-responsive urban environments* ». Dans L. Aguilar, M. Granat, et C. Owren, « *Roots for the future: The landscape and way forward on gender and climate change* ». Washington DC : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et Global Gender and Climate Alliance (GGCA).
 22. ONU-Habitat (2012). « *Gender Issue Guide: Urban Planning and Design* » (Guide sur les questions de genre : planification et conception des villes) [en ligne] Disponible (en anglais) sur le site : <https://unhabitat.org/wp-content/uploads/2014/07/Gender-Responsive-Urban-Planning-and-Design.pdf> Consulté le 9 août 2018.
 23. U. Röhr (2009). « *A View from the Side? Gendering the United Nations Climate Change Negotiations* ». Women & Gender Research, pp. 3-4 et pp. 52-63.
 24. ONU-Habitat (2009). « *Rapport annuel 2009* » [en ligne] Disponible sur le site : <https://unhabitat.org/books/rapport-annuel-2009-french/> Consulté le 10 août 2018.
 25. R. Kaufman (2018). « *Architects Ask: Where Are the Spaces for Teen Girls?* » Next City [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://nextcity.org/daily/entry/architects-ask-where-are-the-spaces-for-teen-girls> Consulté le 10 août 2018.
 26. M. Kaufman (1999). « *The Seven P's of Men's Violence* » [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <http://ecbiz194.inmotionhosting.com/~micha383/wp-content/uploads/2013/03/Kaufman-7-Ps-of-Mens-Violence.pdf> Consulté le 10 août 2018.
 27. PNUD (2018) Objectif 11 : Villes et communautés durables [en ligne]. Disponible sur le site : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-11-sustainable-cities-and-communities.html> Consulté le 15 août 2018.
 28. « *Uganda: Violence against women unabated despite laws and policies* » (2016). Disponible (en anglais) sur le site : www.un.org/africarenewal/news/uganda-violence-against-women-unabated-despite-laws-and-policies Consulté le 7 août 2018.
 29. K. Phillips (2018). « *Clever Ways to Challenge Sexism: International Examples of Innovative Practice* » (Des méthodes intelligentes pour remettre en cause le sexisme : exemples de pratiques innovantes dans le monde). Plan International (non publié).
 30. A. Chrisafis (2018). « *France plans on-the-spot fines for sexual harassment in public* ». The Guardian [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/21/france-plans-on-the-spot-fines-for-sexual-harassment-in-public>. Consulté le 10 août 2018.
 31. Gouvernement français (2018). « *Le projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles : comment l'article 2 renforce la protection des mineurs* » [en ligne]. Disponible sur le site : <https://www.gouvernement.fr/argumentaire/projet-de-loi-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-comment-l-article-2-renforce> Consulté le 10 août 2018.
 32. A. Sandford (2018). « *French feminist groups sceptical over on-the-spot fines for sexual harassment* ». Euronews [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <http://www.euronews.com/2018/03/21/french-feminist-groups-sceptical-over-on-the-spot-fines-for-sexual-harassment> Consulté le 10 août 2018.
 33. « *Peace over Violence* » (site Internet, pas de date). Disponible (en anglais) à l'adresse : <https://www.peaceoverviolence.org/> Consulté le 15 août 2018.
 34. Transport for London (2016). « *'Report it to Stop it' increases public confidence to report unwanted sexual behaviour* » [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://tfl.gov.uk/info-for/media/press-releases/2016/february-report-it-to-stop-it-increases-public-confidence-to-report-unwanted-sexual-behaviour> Consulté le 10 août 2018.
 35. R. Moss (2017). « *TFL Campaign Urges Women To Report All Cases Of Sexual Harassment On Public Transport* » [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : https://www.huffingtonpost.co.uk/entry/tfl-campaign-urges-women-to-report-sexual-harassment_uk_58c6a62fe4b0ed71826df9ac Consulté le 15 août 2018.
 36. Sheffield Domestic Abuse (2017). « *'Know the Line' campaign against sexual harassment launches in Sheffield* » [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://sheffielddact.org.uk/domestic-abuse/uncategorized/know-the-line-campaign-against-sexual-harassment-launches-in-sheffield/> Consulté le 10 août 2018.
 37. Meet us on the street (2018) [en ligne]. Disponible (en anglais) à l'adresse : <http://www.meetusonthestreet.org/about/> Consulté le 13 août 2018.
 38. The Nation (2017). « *Campaign launched to end sexual harassment on public transport* » [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <http://www.nationmultimedia.com/detail/national/30332196>. Consulté le 13 août 2018.
 39. S. Kasraoui (2017). « *Campaign to End Violence and Sexual Harassment on Public Transport Launches in Casablanca* ». Morocco World News [en ligne]. Disponible (en anglais) sur le site : <https://www.morocoworldnews.com/2017/11/234950/campaign-end-violence-sexual-harassment-public-transport-launches-casablanca/> Consulté le 13 août 2018.
 40. Kate Samuelson (2017). « *Just Ask for Angela: The Bars Using Codewords to Help People Escape Threatening Dates* », dans Time. Disponible (en anglais) sur le site : <http://time.com/4668756/ask-for-angela-angel-shots-bars-safety/>

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos remerciements à toutes les personnes de Delhi, Kampala, Lima, Madrid et Sydney qui ont participé à l'étude et qui ont pris le temps de placer leurs épingles sur la carte et eu le courage de raconter leur expérience. Nous remercions également le personnel de Plan International et ses partenaires, y compris tous les jeunes militants qui ont été impliqués dans l'élaboration, la mise en œuvre et les analyses de cette étude, sans lesquels ce travail visant à amplifier les voix des filles n'aurait pas été possible.

Équipe du rapport :

Sharon Goulds, rédactrice principale et auteure du rapport
Sophie Tanner, responsable de l'étude

Comité de rédaction : Plan International

Jacqui Gallinetti, directrice de la gestion de la recherche et des connaissances
Danny Plunkett, directrice du numérique
Madeleine Askam, conseillère en politiques et plaidoyer
Hayley Cull, directrice du plaidoyer et de l'engagement communautaire

Principaux partenaires de l'étude :

The YXX Lab : une équipe expérimentée de chercheurs en conception de l'Université Monash de Melbourne qui est spécialisée dans l'examen des pratiques et de la théorie de conception sensibles au genre. Son travail recoupe les questions de genre, l'identité, l'espace urbain et le plaidoyer. Tout au long de l'étude, YXX Lab a rassemblé des planificateurs, des responsables politiques, des représentants de gouvernements locaux et des parties prenantes afin de donner une dimension palpable aux expériences des communautés qui sont sous-représentées dans l'espace urbain et la planification urbaine. Les recherches dans le cadre du projet « Free to Be » ont été effectuées sous la direction de Docteur Nicole Kalms et de Docteur Gill Matthewson.

Crowdspot : un cabinet primé de conseils en technologies numériques basé à Melbourne se spécialisant dans l'engagement communautaire et la collecte de données cartographiques. Sa mission consiste à aider à créer des espaces de qualité dans le cadre d'un processus social, inclusif et engageant. Pour ce faire, il met en relation les décideurs et les groupes communautaires ciblés à l'aide d'un outil en ligne d'enquête sociale cartographique. Nous remercions tout spécialement Anthony Aisenberg pour le travail qu'il a accompli dans le cadre du projet « Free to Be ».

Plan International Australie : Le projet de cartographie numérique Free to Be (Libre d'exister) a été élaboré par Plan International Australie en 2016. Initialement lancé à Melbourne, le projet continue de s'étendre dans bien d'autres villes de par le monde. Réunissant des jeunes militants, des décideurs et d'autres partenaires, Plan International Australie a permis à plusieurs milliers de filles et de jeunes femmes d'indiquer sur des cartes les sites où elles ont subi des actes de harcèlement de rue et de violence dans leur ville, de relater leurs expériences et d'impulser un changement.

De Plan International :

Carla Jones, responsable des communications
Sean Maguire, directeur exécutif des influences et partenariats mondiaux
Rosamund Ebdon, responsable de la politique et du plaidoyer
Alana Livesey, responsable du programme mondial et du plaidoyer, Safer Cities for Girls
Anja Stuckert, directrice mondiale de Safer Cities for Girls

Équipes des bureaux de pays et nationaux :

Joy Toose, Plan International Australie
Jane Gardner, Plan International Australie
Saúl Zavarce, Plan International Australie
Praachi Kumar, Plan International Inde
Prakash Gus, Plan International Inde
Selmira Carreon, Plan International Pérou
Carla Rocha, Plan International Pérou
Veronica Gonzales, Plan International Pérou
Violeta Castaño Ruiz, Plan International Espagne
Lara Martinez, Plan International Espagne
Esther Birungi, Plan International Ouganda
Casiano Kansiime, Plan International Ouganda

Conception :

Sandra Dudley

Nous remercions tout spécialement Ellie Cosgrave et Faridah pour les contributions personnelles qu'elles ont apportées à ce rapport.





À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 75 pays.

Plan International

Siège international,
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2018.

Texte © Plan International

Les filles et les jeunes femmes figurant sur les photographies présentées dans le rapport ont donné leur consentement à l'utilisation de leur image. Cependant, tous les commentaires et toutes les données contenus dans ce rapport ont été recueillis de manière anonyme et ne doivent être associés à aucune personne en particulier.

Photos :

Couverture et pp. 9,20,24 – © Plan International

p. 4 – © Plan International / Vivek Singh

pp. 6, 14, 19 – © Plan International / Ignacio Marín

p. 7 – © Plan International / Alexander Caballero Diaz

p. 22 – © Plan International / G. Van Buggenhout

Illustrations : Freepik

-  facebook.com/planinternational
-  twitter.com/planglobal
-  instagram.com/planinternational
-  linkedin.com/company/plan-international
-  youtube.com/user/planinternationaltv